

---

# La lettre

---

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 11. Mars 2005

---

## François Mitterrand, la gauche, et les paysans

Par Hubert Védrine

**L**a politique agricole des gouvernements de gauche entre 1981 et 1995 constitue l'essentiel de ce numéro de « La Lettre ». Ce sujet important est trop peu souvent étudié. Est-ce par conviction que, les « paysans » votant à droite, la gauche ne peut avoir mené envers eux que des politiques méfiantes et vexatoires ? Est-ce que l'avenir de la profession d'agriculteur est un sujet dépassé ? Ces questions ont-elles échappé aux hommes politiques français au profit des « technocrates » de Bruxelles ? Pourtant le monde rural est bien vivant, plus complexe, et la politique de la gauche pas si sottre ! D'ailleurs, pendant ces deux septennats, François Mitterrand a choisi le plus souvent comme ministres de l'Agriculture des personnalités qui se sont sincèrement passionnées pour cette tâche.

L'homme du chêne et de l'olivier, celui qui avait la « passion » de la géographie de la France, qui déplorait que dans nos forêts l'on plante des rési-

neux, plus vite rentables, plutôt que des feuillus, était le contraire exact du citoyen ignorant des choses de la campagne et bêtement méprisant de la prétendue « France profonde », laquelle ne se situe pas là où on croit. Il ne jouait pas non plus à l'élu d'arrondissement pour concours agricoles et n'était pas du genre à se faire photographier au « cul des vaches ». Il avait en fait une vision moderne de ce que l'agriculture française devait devenir à l'âge européen, et des réformes nécessaires pour y parvenir, fût-ce contre les blocages d'une partie minoritaire, mais très influente, de la profession. Il avait élaboré cette vision pendant des décennies comme élu de la Nièvre, et pendant dix ans à la tête du PS.

On trouvera donc dans ce numéro plusieurs témoignages très éclairants sur cette période, à commencer par ceux de trois anciens ministres de l'Agriculture, Henri Nallet, Michel Rocard et Louis Mermaz. ■

### SOMMAIRE

**DOSSIER** : La politique agricole des gouvernements de gauche de 1981 à 1995 **Première partie** : Panorama 1981-1995. Un regard sur les deux septennats. Jean-Claude Lebossé p. 3 Le virage européen. Michel Gervais p. 5 **Deuxième partie** : Du programme socialiste à l'épreuve du pouvoir. 1981 : Le programme d'action agricole. Raymond Février p. 9 Les premiers pas de la politique agricole. Bernard Goury p. 11 Sauver la Politique agricole commune. Michel Rocard p. 13 François

Mitterrand : écoute attentive et pragmatisme. Henri Nallet p. 15 **Troisième partie** : De la relance de Fontainebleau à la réforme de la politique agricole. À la recherche de convergences européennes. Guy Legras p. 17 La PAC avant le GATT. Louis Mermaz p. 22 ■ Hommage à Bruno Daoudal p. 23 ■ Cortone et François Mitterrand. Maria Emanuela Vesci p. 24 Henri Vidal-Naquet p. 26 ■ 1983 : affronter la crise. François Stasse p. 28 ■ Bonnes feuilles p. 30

Les deux septennats de François Mitterrand ont été marqués par des rendez-vous décisifs pour l'avenir de l'Europe et l'agriculture française. Cette période est celle du basculement définitif du paysan vers le producteur agricole, certes avec des rythmes et des intensités variables selon les productions ou les régions. Cette transition était inéluctable dès lors que la France voulait maintenir sa place prépondérante, économique et politique, dans l'Europe agricole et la construction européenne. Il fallait rebattre les cartes pour sauvegarder une politique intégrée, encore la seule en 1981, cohérente et acceptable par la majorité des pays membres et des principaux partenaires internationaux, et dont la France tirait les plus forts bénéfices, au moins du point de vue budgétaire. Cette transition assumée avec courage par François Mitterrand était d'autant plus difficile pour lui, c'est du moins mon sentiment, que lui-même avait une affection particulière, et une connaissance intime, pour les paysans, notamment ceux de la Saintonge, producteurs de cognac, ou ceux du Morvan, éleveurs traditionnels ou forestiers, ainsi que le rappelle Henri Nallet dans son entretien. La France de François Mitterrand était celle des terroirs ruraux et urbains, liens charnels entre l'homme, son territoire, sa production et sa culture. Cela permet de comprendre, en particulier, ses relations chaleureuses avec Raymond Lacombe, président de la FNSEA, malgré leurs divergences, notamment au cours de toute la période de négociations sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) de 1990 à 1992.

Mais, au regard de l'évolution récente de la Politique européenne, fallait-il sans doute passer par cette phase douloureuse pour que l'Europe retrouve aujourd'hui ses territoires, qui allient le plus souvent culture, tradition et dynamisme.

J.-C. L.

# I. Agriculture : panorama 1981-1995

LE POINT DE VUE D'UN CONSEILLER DE FRANÇOIS MITTERRAND

## Un regard sur les deux septennats

par **JEAN-CLAUDE LEBOSSÉ**

Inspecteur général de l'Éducation nationale

---

**A** l'arrivée de François Mitterrand à la Présidence, les difficultés de fonctionnement de l'Europe agricole sont déjà là, et depuis plusieurs années :

- une surproduction dans de nombreux secteurs, céréales, viande bovine, lait, productions fortement soutenues par la PAC, ou dans la viticulture du Sud-Ouest, déjà en raison d'un décalage quantitatif et qualitatif entre production et consommation ;
- un budget agricole européen en croissance exponentielle, qui empêche toute initiative forte d'intégration politique et économique dans d'autres secteurs ;
- la perspective de négociations âpres dans le cadre du GATT ; en effet, les États-Unis entendent bien maintenir leur avantage pour exiger que soit mise sur la table du prochain « round » la question des aides agricoles européennes aux exportations, avantage obtenu en partie à cause de l'attitude des gouvernements français précédents, alternant du blocage absolu au laisser-faire ;
- et surtout, une divergence profonde sur la place de l'agriculture entre les trois grands pays européens, Allemagne, France et Grande-Bretagne, et donc sur les solutions à apporter aux dysfonctionnements de la PAC ou sur le positionnement communautaire au GATT.

Dans ce contexte diplomatique délicat, de nombreux paysans français connaissent des situations économiques et sociales graves, liées à la crise économique née du premier choc pétrolier, et qui réduit les perspectives de départ de nombreux jeunes agriculteurs vers des activités secondaires ou tertiaires, et du même coup contribue à la surproduction dans quelques secteurs de production.

Aux plans politique et syndical, l'état des lieux est également complexe.

Le Parti socialiste a élaboré un programme agricole très détaillé, considéré parfois trop interventionniste et centralisateur, et trop « agricole-agricole », mais des réserves de même nature pourraient s'appliquer à d'autres domaines. Ce projet agricole socialiste fut inspiré fortement par la pensée des leaders syndicaux du Grand Ouest, tels que Bernard Thareau, issu de la jeunesse agricole chrétienne (JAC), et prônait de manière très prospective « une agriculture plus autonome et plus économe » et une meilleure répartition des aides européennes. Si ces idées sont aujourd'hui partagées par la quasi-totalité des responsables politiques et professionnels, cela était loin d'être acquis au début des années 80, où elles étaient même combattues par le syndicalisme majoritaire. Il faudra attendre plus de dix ans pour que l'expression de « maîtrise des productions » apparaisse à un congrès de la FNSEA. En outre, ce programme agricole socialiste est apparu rapidement décalé par rapport aux contraintes communautaires ; l'essentiel de la politique agricole se passait déjà à Bruxelles.

Nous avons par ailleurs un syndicalisme agricole encore très monolithique et largement acquis aux partis de droite et du centre ; les exemples sont nombreux de responsables syndicaux que l'on retrouve également porteurs de mandats politiques.

La gauche paysanne, minoritaire, est divisée entre ceux, plutôt à l'Ouest, qui sont tentés par une scission et la construction de nouvelles structures syndicales, et les autres, plutôt au Sud, qui pensent pouvoir influencer les organisations de l'intérieur. Les premiers seront à l'origine, après de nombreux revirements, de ce qu'est aujourd'hui la Confédération paysanne. Ces différences d'approche vont être source de conflits au sein même du Parti socialiste, et ainsi amoindrir la capacité de soutien des paysans progressistes à l'action des gouvernements de gauche nommés par François Mitterrand. D'autant que, dès la nomination d'Édith Cresson rue de Varenne, la droite syndicale et politique se mobilisera et lancera des attaques violentes contre le gouvernement, parfois dans des formes à la limite de l'acceptable dans une démocratie.

**En dépit de ce contexte très hostile, qui restera la toile de fond du paysage agricole au cours des deux septennats, les choix politiques importants et décisifs pour l'avenir de l'agriculture française seront toujours assumés par les gouvernements de gauche.**

À de nombreuses occasions, il a fallu un courage politique sans faille pour faire face à une démagogie s'appuyant sur une argumentation rapidement démontée par les faits.

Parmi l'ensemble de ces décisions agricoles à fort impact européen, citons trois exemples : l'acceptation des quotas laitiers en 1984, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à l'Union européenne en 1986, la réforme globale de la PAC en 1992.

À ces trois occasions, François Mitterrand n'a pas sacrifié la construction européenne aux intérêts corporatistes à court terme et a accepté, en s'appuyant sur l'axe franco-allemand, des négociations qui ont permis d'aboutir avec nos partenaires européens à des compromis qui s'avéreront bénéfiques pour la majorité de nos agriculteurs.

Mais il aura fallu maintenir le cap, malgré les agitations syndicales et politiques : contre les quotas laitiers, contre l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, contre la réforme globale de la PAC.

À chaque fois, le même scénario :

- Le syndicalisme majoritaire, relayé par les partis de droite, organise des manifestations souvent violentes sur tout le territoire pour obliger le gouvernement à

retarder les échéances. Il sème le trouble, y compris dans les rangs de la majorité, où certains s'interrogent s'il est judicieux de « prendre de tels risques politiques pour un électorat qui [nous] est largement défavorable » ;

- le président de la République demande au gouvernement de poursuivre les négociations avec l'appui du gouvernement jusqu'à un compromis acceptable ;
- et puis, quelques années, voire quelques mois plus tard, ceux-là même qui furent à la tête de l'agitation ou l'accompagnèrent, sans n'avoir jamais proposé la moindre solution alternative, deviennent les défenseurs et les gardiens du temple des décisions prises. Combien de convertis aux quotas laitiers, de néophytes de l'élargissement européen et de nouveaux adeptes de la réforme de 1992 ?

Une présentation des conditions du déroulement de la dernière grande décision que François Mitterrand eut à prendre en matière agricole illustre parfaitement ce scénario.

À la fin de 1990, en pleine crise du Moyen-Orient après l'invasion du Koweït par l'Irak, après l'échec des négociations du GATT sur la question des subventions agricoles, le commissaire européen chargé de l'agriculture, Mac Sharry, présente un projet de réforme globale. Ce document propose une solution globale consistant, pour l'essentiel, en une baisse significative des prix de soutien européens compensée par un système d'aides en partie déconnectées de la production. Il suscite une grande émotion chez les agriculteurs de la plupart des pays membres.

La France marque son opposition de principe, particulièrement en raison de la conjonction des calendriers du GATT et de la réforme de la PAC, qui donne à penser que l'agriculture européenne doit se soumettre aux exigences américaines. Dans ces conditions, il sera très difficile de faire admettre la moindre évolution au monde paysan.

Pourtant, très rapidement, François Mitterrand est convaincu que la proposition de Mac Sharry est une opportunité à saisir pour régler durablement les incessants problèmes de surproduction, de dérapages budgétaires et de risque d'isolement de la France, et pour s'attaquer au caractère inégalitaire des subventions européennes et à leur opacité. Même si, jusqu'à la fin du règlement de cette question, il gardera un doute, le Président décide que la France doit reprendre l'initiative pour peser sur le résultat final de la réforme de la PAC et du GATT, malgré la réticence du gouvernement, qui craint des risques de déstabilisation intérieure.

Pour cela, il faut s'appuyer sur la relation franco-allemande, et il demande à ses collaborateurs dès le début de 1991, de travailler avec ceux du chancelier Helmut Kohl pour élaborer les bases d'un accord apte

à modifier les propositions de la Commission de Bruxelles et à améliorer le mandat de négociation des émissaires européens, accord qui prendrait mieux en compte les contraintes de nos deux pays.

Le compromis était difficile car nous retrouvions nos divergences anciennes sur la question agricole, d'un côté l'Allemagne qui voulait un compromis rapide au GATT favorable à ses exportations industrielles extra-communautaires en contrepartie d'un abandon des volontés exportatrices de l'Europe sur les marchés agricoles ; de l'autre côté la France, qui voulait ne pas sacrifier sa capacité d'exportation de produits agricoles et notamment de céréales, et maintenir son retour budgétaire des aides agricoles européennes.

Ainsi l'Allemagne souhaitait pousser avant tout un accord au GATT alors que la France voulait d'abord, aboutir à une réforme de la PAC.

Après de nombreuses séances de travail à Bonn et à Paris, un compromis fut trouvé et entériné, de fait, par les responsables des organisations syndicales majoritaires. Le gouvernement français adopta la réforme de la PAC en mai 1992, l'Allemagne ayant accepté l'ordre du calendrier : la PAC avant le GATT. Les manifestations reprirent de plus belle au printemps et à l'été 1992.

*En 1999 puis en 2004, la France signait deux réformes qui approfondissaient le système adopté en 1992...* ■

## LE POINT DE VUE D'UN UNIVERSITAIRE

# Le virage européen

par **MICHEL GERVAIS**

Universitaire,  
co-auteur de *Histoire de la France rurale*, Seuil

---

**E**n 1981, l'agriculture française représente 4 % du produit intérieur brut (PIB). Un peu plus de 1 200 000 exploitations emploient plus de 1 800 000 actifs, soit environ 8 % de la population active. Le revenu moyen des ménages d'exploitants se situe entre celui des ménages ouvriers et celui des employés. Mais les disparités internes à l'agriculture sont considérables. Une très faible partie des ménages agricoles bénéficient de revenus comparables à ceux des cadres supérieurs, mais près du tiers perçoivent moins que le SMIC. Sous l'ombrelle de la PAC grâce au compromis franco-germanique de 1963, la politique agricole française nourrit de grandes ambitions internationales. La poursuite de l'accroissement de la productivité du travail agricole est une condition nécessaire de ce projet exportateur comme du développement des industries agricoles et alimentaires.

Elle impose une politique résolue d'agrandissement des structures de production, et s'accompagne d'une politique sociale d'un coût budgétaire élevé. L'objectif

des lois d'orientation de 1960 s'est peu à peu modifié. La droite au pouvoir ne cherche plus à mettre le revenu de la majorité des familles d'exploitants agricoles à parité avec celui des salariés.

Elle appelle les agriculteurs à assumer un véritable rôle d'entrepreneur, guidés par la valorisation optimale des capitaux qu'ils mettent en œuvre. Toutefois l'accent reste placé sur le caractère spécifique de leur métier. Par-delà les différences de revenus, la reconnaissance de ce statut particulier fonde l'idéologie de l'unité organique du monde paysan. Elle assure l'hégémonie de la FNSEA, appuyée sur les réseaux et les ressources des filières spécialisées, et avant tout sur la puissance des céréaliers.

### **Les socialistes pour un développement agricole égalitaire**

---

En ce qui concerne la gauche, on doit noter les survivances de réseaux de notables radicaux-socialistes (Sud-Ouest, coopération), la persistance de l'implantation communiste datant de l'avant guerre et des lendemains de la Libération (Modéf), ou le maintien de petits groupes d'extrême-gauche ou d'écologistes formés dans les années 70 (Paysans-travailleurs, Larzac). Mais l'essentiel du projet agricole provient des réflexions et des réseaux du PS. On peut l'analyser comme une volonté de correction des

politiques poursuivies depuis Edgard Pisani, dans un sens plus égalitaire. Les projets d'offices, fonciers ou par produit ne constituent pas une rupture, mais un parachèvement de la politique des années 60, dans un sens plus attentif à la protection des petits agriculteurs. Ces projets s'appuient, eux aussi, sur la reconnaissance de l'originalité des relations de production dans lesquelles agit le travailleur agricole. Mais ils visent à rassembler, dans le monde agricole, tous ceux qui, sous une forme ou une autre, reconnaissent la convergence des intérêts et des aspirations d'une partie des agriculteurs avec les aspirations des couches salariées.

## Dès 1983 : l'insertion de l'agriculture dans l'ensemble européen

Au terme du second septennat mitterrandien, les emplois agricoles ont été réduits de près du tiers (de 1 828 000 emplois à temps plein en 1980 à 1 078 000 en 1995, selon la comptabilité nationale). Ils ne représentent plus qu'environ 4 % de la population au travail. Le nombre d'exploitations a également fortement régressé et la concentration foncière s'est accentuée. L'accroissement de la productivité du travail agricole s'est poursuivi et l'ambition exportatrice n'a pas été mise en cause. L'agriculture contribue pour 3 % au PIB. La part des aides publiques à l'agriculture a doublé et dépasse 30 % du résultat net d'entreprise de la branche agricole. Mais l'apport de fonds publics n'a en rien diminué les profondes inégalités des revenus agricoles.

On est donc tentés d'étendre à toute la période le jugement formulé, dès 1987, par les organisateurs du colloque de la Fondation des Sciences-Politiques : « Les agriculteurs et la politique ». « Après 1981, l'obstruction de la FNSEA contribue à l'abandon de l'utopie socialiste d'un développement agricole égalitaire et au retour, en 1983, à une conception plus classique, axée sur l'insertion de l'agriculture et de la politique agricole française dans le grand ensemble européen dont François Mitterrand fait sa priorité. »<sup>1</sup> On peut cependant constater que, d'abord en 1981 et 1982 puis après 1988, le revenu agricole moyen a crû plus vite que le revenu disponible par habitant. Il a en partie comblé le retard accumulé depuis 1975. Comment en est-on arrivés à ce résultat ?

De la prise du pouvoir à mars 1983, la gauche au gouvernement met en œuvre ses projets. Elle apporte une aide financière aux agriculteurs en difficulté. Elle relance la réflexion sur le statut des femmes d'exploitants pour les faire accéder à la parité des droits avec leurs conjoints. Elle met en place des offices interprofessionnels de gestion des marchés.

Elle va ainsi pouvoir réduire le poids de la FNSEA, interlocuteur unique de l'administration, dans la gestion quotidienne de la politique agricole. Elle organise des états généraux du développement, « ... tentative ambitieuse de s'adresser directement aux masses agricoles, et de leur faire dire que leurs aspirations ne trouvaient pas à s'exprimer au travers des appareils professionnels uniquement soucieux de leur pouvoir ». <sup>2</sup> Elle met un terme à l'accès exclusif aux fonds d'État dont bénéficiait la FNSEA en matière d'encadrement des agriculteurs. Elle envisage d'imposer la représentation proportionnelle pour les élections aux chambres d'agriculture. Rien d'étonnant à ce que l'appareil de la FNSEA, aux mains de militants RPR résolus, décrète la mobilisation générale. Son pouvoir comme ses finances sont menacés. Le succès de la grande manifestation parisienne qu'il organise en mars 1982 renforce sa détermination.

Le projet d'office foncier, dont l'ambition paraît rapidement mal définie et inutile, est abandonné en novembre 1982. En janvier 1983, les élections aux Chambres se tiennent avec l'ancien système électoral. Leurs résultats créditent le bloc de droite de 60 % des voix. L'éclatement du paysage syndical de gauche et la grande prudence gouvernementale dans la lecture des résultats confortent le succès de la droite.

En février 1983, « ... une fois terminés les États généraux, le gouvernement ne se donn[e] pas les moyens d'exploiter ce succès partiel, prisonnier qu'il [est] de l'idée qu'une réforme du développement agricole [doit] forcément passer par une réforme de l'appareil de développement en place... »<sup>3</sup>.

En mars 1983, la politique économique du pays change d'axe et le ministère de l'Agriculture de titulaire. « Le facteur décisif du changement réside dans la conviction que la politique agricole, telle que le conçoit [le programme du PS], obère le succès du grand dessein présidentiel de construire une Europe industrielle capable de discuter d'égal à égal avec les États-Unis et le Japon. »<sup>4</sup>

## Une régulation des marchés « à la française »

De mars 1983 à mars 1986 puis de mai 1988 à mars 1993, les différentes équipes de gauche qui se succèdent au pouvoir ne reviendront pas sur ce choix. Le bilan global s'en trouvera affecté, même si, dans les années 1984 et 1985, le ministère de l'Agriculture est encore à l'origine de décisions novatrices. Le problème récurrent des surplus laitiers est enfin abordé de front, avec la mise en place d'une politique de contrôle de l'offre, fondée sur l'attribution de quotas

individuels de production gérés par l'industrie laitière. 1984 est également l'année de lancement d'une vigoureuse réforme de la gestion des systèmes d'enseignement technique publics et privés menée sans conflit. En 1985, on enregistre d'incontestables progrès dans l'accompagnement social (retraite à soixante ans) et le statut juridique des exploitants, hommes ou femmes (création de l'exploitation agricole à responsabilité limitée, ou EARL, et de la société unipersonnelle, ou EURL).

Mais, dès cette époque, les bases de la politique agricole sont posées à Bruxelles, dans un contexte où la régulation des marchés « à la française » apparaît de plus en plus comme un anachronisme discutable. Les efforts de régulation des productions agricoles par une politique de prix européens indépendante des marchés mondiaux deviennent trop coûteux. Ils sont surtout en totale contradiction avec le mouvement de mondialisation économique dont l'extension à l'agriculture est acceptée, voire souhaitée, en 1986.

La gauche de gouvernement n'a pas estimé pouvoir lutter contre cette évolution parce qu'elle ne remet en cause ni l'ambition exportatrice de l'immédiat après-guerre, ni les méthodes de production agricole recourant systématiquement à des techniques très intensives en capital.

Les efforts des hétérodoxes qui soulignent les inconvénients techniques et économiques des élevages intensifs, préconisant par exemple l'élevage laitier sur une base principalement fourragère ou les élevages porcins de plein air, sont généralement méprisés.

Les leçons qui auraient pu être tirées du grand remue-ménages des états généraux du développement sont le plus souvent ignorées, aussi bien par la quasi-totalité de l'encadrement scientifique et technique de l'agriculture que par la plus grande partie de l'appareil d'enseignement technique. Même l'incontestable réussite des réformes des structures des enseignements agricoles publics et privés achoppe sur le remaniement des programmes et des pratiques d'enseignement des conduites techniques et économiques de l'exploitation agricole.

Renforcé après 1988 par la libération totale des mouvements de capitaux et en 1990 par l'effondrement soviétique, le grand vent de la globalisation se lève et fait tourner les têtes. Notre vocation exportatrice de produits alimentaires n'est-elle pas l'un de nos meilleurs atouts ? Carrefour et Danone sont nos héros et, à gauche comme à droite, il paraît indiscutable que la productivité du travail agricole doit s'accroître pour améliorer les chances de nos champions mondiaux. De nouveaux problèmes

apparaissent : sanitaires (viande aux hormones, ESB) ou environnementaux (nitrates dans les nappes phréatiques, pollution de l'air dans les zones porcines). Leur importance est sous-estimée. Jusqu'en 1993 et même au-delà, la gauche reste en retard d'une guerre économique. De plus, elle ne provoque aucune réflexion publique sur les bouleversements qui s'annoncent.

## Timidité et maladresse

Les débats préalables à la réforme de la PAC en 1992 comme les résultats de la négociation et les commentaires qu'ils suscitent confirment le manque d'initiatives, d'imagination et sans doute d'audace de la gauche au pouvoir. Cette réforme « évite l'écueil de la généralisation des quotas..., rapproche très nettement les prix européens des prix du marché mondial... Enfin le gel des terres [doit] favoriser une meilleure adéquation de l'offre à la demande ».<sup>5</sup>

De fait, la réforme va bénéficier surtout aux plus gros exploitants. La PAC reste une machine à produire des excédents européens par des méthodes gourmandes en capital. L'abandon du soutien des prix au profit de la limitation des surfaces en culture (jachères subventionnées) et de la distribution d'aides directes permet en fait de prolonger la présence de ces surplus sur les marchés du monde. Il permet surtout de continuer à développer des industries alimentaires puissantes en en faisant supporter les coûts non plus par les consommateurs, mais par la contribution allemande au budget européen et par les contribuables français.

Ce changement conduira inévitablement aux réformes de 1999, puis à l'acceptation simultanée, en 2003, du rôle directeur exclusif des marchés de produits agricoles et de leur ouverture aux marchés mondiaux dans l'orientation des productions. Sans doute est-il facile d'enregistrer aujourd'hui une évolution qui n'était pas si clairement inscrite dans l'avenir en 1992.

Il n'en reste pas moins que l'absence d'une réflexion de fond novatrice sur la place de l'agriculture et du monde rural dans la société française a fortement handicapé les efforts des gouvernements de gauche et pèse aujourd'hui sur leur bilan.

Il est vrai que beaucoup s'accommodent d'un système pudiquement baptisé d'« économie de marché ». Peu suivent J. K. Galbraith, qui voit dans cette expression « ... une escroquerie. Pas tout à fait innocente... »<sup>6</sup> n'ayant pour objet que d'éviter de prononcer le mot « capitalisme ».

Peut-être aurait-on pu gagner du temps et faire preuve de plus de clairvoyance si, dès les premiers mois de la prise de pouvoir, un dialogue approfondi et efficace avait pu être établi et poursuivi avec les groupes qui échappaient à l'emprise politique et idéologique de la direction de la FNSEA.

Cette entreprise était malaisée du fait de l'extrême diversité de ces personnalités et de ces groupes, ainsi que, bien souvent, de leur grande naïveté politique. Mais les responsables administratifs et gouvernementaux à tous les échelons ont eux-mêmes montré une incontestable timidité, également beaucoup de maladresse et sans doute une certaine mauvaise volonté pour établir les conditions de ce dialogue.

Nous n'en voudrions pour preuve que l'incroyable délai de dix ans qui sépare l'arrivée de la gauche au pouvoir et l'entrée d'une organisation de gauche, la Confédération paysanne, dans les instances de concertation nationale (janvier 1991). C'est peut-être sur ce point qu'apparaissent le plus clairement les conséquences cumulées des maladresses des deux premières années et celles du recentrage de 1983.

## D'hier à aujourd'hui

Depuis 1995 et malgré la présence de la gauche au gouvernement entre 1997 et 2002, la faiblesse du bilan de la période précédente n'a pas été vraiment corrigée. L'évolution mondiale le souligne. La rhétorique libre-échangiste accompagnant la globalisation financière ajoutée à l'élargissement de l'Europe à des pays traumatisés par l'expérience soviétique vient d'aboutir à « ... une rupture dans l'histoire de la politique agricole commune et la fin d'une vision européenne de la régulation des marchés agricoles... C'est désormais le marché [mondial] qui pilotera l'évolution de l'agriculture ». <sup>7</sup> Les conséquences de ce choix sur les revenus agricoles seront, au moins temporairement, compensées par le versement de rentes à l'hectare ou à la tête de bétail.

Ainsi, pour reprendre l'exemple choisi par l'organe des chambres d'agriculture, un agriculteur du Doubs qui exploite aujourd'hui 109 hectares avec un troupeau de 55 vaches allaitantes disposera chaque année, à partir de 2006, d'un droit à paiement unique de 26 668 euros pour la seule possession de ses terres, qu'il aura mises en jachère après liquidation de son troupeau. Quel est l'avenir d'un tel système de consolidation des rentes foncières et du maintien des inégalités existantes ? Quelle politique de gauche peut être élaborée dans un tel cadre ? Quels sont nos alliés dans un monde agricole et rural qui se trouve confronté à ces perspectives ?

## Quatre scénarios pour demain

Une fois posé ce cadre européen, l'évolution de l'agriculture française résulte de choix économiques sociaux et politiques qui ont été fort correctement analysés par le groupe Agriculture et Territoire 2015 de la Datar. <sup>8</sup> Des quatre scénarios évoqués dans ce document, il est malheureusement à craindre que celui qui privilégie « les industries dominatrices » ne l'emporte sur « le choix du marché européen » aussi bien que sur « les terroirs triomphants » ou sur « l'agriculture des services ». Mais l'histoire n'est pas écrite. La gauche a sa place à prendre dans cette écriture. D'autant qu'elle peut s'appuyer sur quelques résultats de ses expériences passées. La pensée unique en matière de développement agricole et rural a vécu. Si les contrats territoriaux d'exploitation n'ont pu être mis en place, la nécessité de reconnaître le caractère multifonctionnel de l'agriculture est admise. Le contrôle quasi-bolchevique des réseaux RPR sur la représentation syndicale agricole n'a plus de raison d'être. Ses excès sont connus. Le pluralisme syndical est acquis.

En somme, il ne reste plus, là comme ailleurs, qu'à fournir un travail de synthèse, de réflexion, de propositions équivalant à celui effectué dans l'immédiat après-guerre ou dans les années 70. Comme l'écrivait Eric J. Hobsbawm en 1994 : « On ne saurait... sérieusement douter qu'une ère de l'histoire mondiale s'est achevée à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et qu'une ère nouvelle a commencé. » <sup>9</sup> Reste à la comprendre et à peser sur son évolution. ■

1. *Les Agriculteurs et la politique*, sous la direction de Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet, Philippe Lacombe, Presses de la Fondation nationale des Sciences-Politiques, Paris 1990, p. 29
2. Claude Servolin *in Les Agriculteurs et la Politique*, op.cit. p. 453
3. Idem
4. Hélène Delorme *in op.cit.* p. 41
5. Lucien Bourgeois, *Politiques agricoles*, coll. Domino, Flammarion Paris, p. 85
6. John Kenneth Galbraith, *Les Mensonges de l'économie*, Grasset Paris 2004, p. 23
7. Jean Salmon, vice-président de l'APCA, *Chambres d'agriculture*, n° 930, mars-avril 2004, p. 10
8. Pour une brève présentation de ce travail, voir « Agricultures et territoires, prospective à 2015 », *Chambres d'agriculture*, supplément au n° 890, juillet-août 2000
9. Éric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Éditions Complexe, Bruxelles 1999, p. 24

# II. Du programme socialiste à l'épreuve du pouvoir

## 1981 : Le programme d'action agricole

par **RAYMOND FEVRIER**

Conseiller spécial auprès d'Edgard Pisani  
Commissaire au développement des  
Communautés européennes (1981-1983)  
Ancien président et membre de l'Académie  
d'Agriculture

---

**E**n 1981, malgré les deux chocs pétroliers de 1973-79, l'agriculture française peut encore se prévaloir d'un certain nombre de succès économiques. En vingt à trente ans, la production a crû de 60 % ; la productivité, de 6,3 % par an ; le commerce extérieur agro-alimentaire présente un solde positif de 16 milliards de francs ; chaque agriculteur nourrit 25 consommateurs, contre 7 seulement en 1950...

À partir de ces résultats, animés par une vision euphorique d'une agriculture de conquête, Valéry Giscard d'Estaing, la Loi d'orientation et le projet du VIII<sup>e</sup> Plan mettent l'accent sur des problèmes et des objectifs purement économiques d'une agriculture « rentable et compétitive ». Après l'hommage rituel à « l'exploitation familiale à responsabilité personnelle », ils n'évoquent les agriculteurs que pour « maîtriser » les dépenses dont ils sont bénéficiaires, et pour amorcer le désengagement de l'État au bénéfice des « interprofessions » où les petits et moyens agriculteurs risquent d'être dominés.

Face à cette orientation, en février 1981, François Mitterrand constate : « La France est riche de son

agriculture, mais laisse dépérir ses agriculteurs. » Il place, lui, au premier rang de ses objectifs, ceux qui concernent les hommes, les producteurs et les consommateurs.

Depuis plus d'un an, la Commission nationale agricole du PS, sous l'animation de Bernard Thareau, a rassemblé les contributions de plusieurs de ses membres, et a élaboré plusieurs textes qui, peu à peu, formeront la base du programme du candidat. Dès mars 1980, un premier opuscule a été édité sous le titre *L'Agriculture et ses travailleurs*. En février 1981, le substantiel *Projet socialiste pour l'agriculture* est adopté par la Convention nationale agricole, dont s'inspire largement la Déclaration de François Mitterrand sur la politique agricole, qui propose douze mesures résumées dans trois de ses 110 propositions. Elles sont développées dans le document que publie en avril la Commission agricole, *Pour une autre agriculture avec les socialistes*, et que le « Bulletin des chambres d'agriculture » attribuera, en juin, à François Mitterrand.

Ce programme, d'une part, comporte des mesures intéressantes, directement et immédiatement, « les hommes », et, d'autre part, dessine des orientations de l'agriculture à partir d'une vision, originale pour l'époque, de son évolution.

Les difficultés que rencontrent les agriculteurs, du moins une majorité, sont soulignées : le revenu réel a diminué de 13 % au cours du dernier septennat ; cette dégradation a contribué à la disparition d'un quart des exploitations, dont les deux tiers doivent obtenir un revenu complémentaire pour survivre. Quant aux salariés agricoles, le prolétariat du « pays », ils ne sont qu'un

tiers à disposer d'un emploi permanent. Parmi ceux-ci, 20 % seulement percevaient, en 1977, plus que le SMIG, malgré une qualification croissante. L'endettement ne cesse de s'accroître : en 18 ans, il a été multiplié par dix et représentait, déjà en 1976, 140 % de la valeur ajoutée annuelle de la production agricole.

C'est à partir de ce constat qu'est conçue la partie du programme concernant l'économie de l'exploitation et la situation des travailleurs : au premier rang, il place la garantie des prix selon un quantum pour chaque exploitation. Elle est assurée par les « offices par produit », dont les uns sont créés et les autres renouvelés. Cette structure s'inspire de l'organisation du marché du blé mise en place en 1936 par Georges Monnet, et figure d'ailleurs dans le texte du Programme commun de 1972... Les problèmes fonciers sont l'objet de mesures concernant le cumul des exploitations et comportent de nouvelles garanties qui « enrichissent » le statut du métayage et du fermage mis en place par Tanguy-Prigent en 1945-46. Un accès équitable au foncier est facilité par les offices fonciers, proposition spectaculaire qui soulève l'émotion des conservateurs. Il s'y énonce des mesures à caractère plus social, concernant la parité des « avantages sociaux », comme la retraite à soixante ans pour les exploitants et les salariés, l'assiette des cotisations sociales et la pluri-activité.

Des mesures intéressent les actions collectives ; comme le drainage, l'irrigation, un remembrement raisonné, la protection contre les calamités, le renforcement du caractère mutualiste du Crédit agricole, la promotion de la coopération, le développement maîtrisé des industries alimentaires, et l'encouragement à l'industrie nationale pour fournir le matériel trop souvent importé qu'utilisent l'agriculture et les industries alimentaires...

Pour la Politique agricole commune, il est prévu de faire étendre, au niveau européen, le principe des quantums, d'ailleurs en œuvre sur le marché du sucre mais avec des modalités particulières... Une vigilance particulière sera apportée au respect des trois principes sur lesquels elle est fondée, c'est-à-dire la préférence communautaire, la solidarité financière, et l'unité des prix et des marchés, qui sont menacés depuis que le Royaume-Uni a été admis dans la Communauté sans garanties suffisantes. En particulier, il est nécessaire d'étendre, l'Organisation commune du marché à des secteurs qui n'en ont pas bénéficié et dont l'importance va s'accroître avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, comme la viticulture, les fruits et légumes. Il faut aussi en doter le secteur des ovins, où les règles en vigueur accordent des avantages incroyables à des troupeaux britanniques atteignant parfois 100 000 brebis. Naturellement il est prévu de mettre fin aux montants compensatoires monétaires,

créés en 1969 lorsque Valéry Giscard d'Estaing était ministre des Finances.

Par ailleurs, est mise en cause l'information, maintes fois répétée, d'une agriculture européenne écrasée par ses « montagnes » et ses « fleuves » d'excédents, alors que son déficit agroalimentaire approche 100 milliards de francs. En réalité, il constitue la règle, mais il est masqué par quelques excédents, comme ceux du lait ou ceux du sucre. On peut justifier ainsi toute mesure restrictive à l'égard d'une agriculture réputée pléthorique, comme l'avaient fait, en France, Doumergue et Laval en 1934-35. En réalité, il est possible, ne serait-ce que par un redéploiement des productions, de couvrir des secteurs importants, comme les protéines, ou sensibles, comme les semences, production à haute valeur ajoutée, dont la France porte la moitié de sa consommation, et contribue ainsi à l'expansion de multinationales, inquiétante pour notre indépendance génétique. On diminuerait d'autant certaines exportations qui suscitent les reproches d'un certain nombre de pays.

La partie que je trouve, aujourd'hui, la plus intéressante à rappeler est celle qui concerne le regard porté par François Mitterrand et ses experts sur l'évolution de l'agriculture. Au tableau complaisant qu'en dresse le gouvernement, une série de bémols est apportée, d'ailleurs en accord avec certains dirigeants agricoles.

Le problème le plus sérieux est posé par le laminage du revenu agricole entre des ventes dont les prix ont progressé de 23 % en trois ans et les achats d'intrants (pétrole, machines, engrais, aliments des animaux, produits phytosanitaires), dont les prix ont augmenté (chocs pétroliers) de 25 % et dont la consommation a été accrue de six à sept fois, en une vingtaine d'années, par une intensification, certes nécessaire, mais souvent mal maîtrisée. L'achat de terres, multiplié par dix, a, lui aussi, contribué à l'endettement.

À ces dommages pour l'économie agricole, s'ajoute un problème de balance des comptes puisque la plupart de ces produits sont importés, qu'ils pèsent sur le solde de notre commerce extérieur alors qu'on veut les ignorer dans le bilan de nos échanges agro-alimentaires, au moment où l'on célèbre le pétrole vert. Le problème de l'énergie est particulièrement intéressant : l'agriculture et les IAA consomment 21 millions de tonnes de pétrole. L'ensemble de la filière alimentaire, « de la fourche à la fourchette », consomme 0,7 TEP par habitant (1 TEP aux États-Unis). Il est évident que ce modèle est condamné, car il n'est pas exportable dans le monde entier, au moment où l'on prône l'indépendance alimentaire plutôt que l'aide alimentaire des pays en développement.

On souligne également les dépendances que subit notre agriculture : en 1973, l'embargo Nixon sur le soja pouvait décapiter l'élevage européen ; c'est de là qu'est née la politique européenne des protéines végétales que réclamaient les experts depuis plus de six années. Certaines techniques dites « modernes » participent à cette dépendance : on cite le cas des tomates produites au Nord, sous serres chauffées, dont la production de 1 kg consomme l'équivalent de 5 kg de pétrole ; on évoque la « chaptalisation blanche », c'est-à-dire l'utilisation d'aliments importés, pour produire du lait qu'il faut exporter dans des conditions parfois aberrantes.

Enfin, ce réquisitoire comporte un volet sur les atteintes au sanctuaire biologique qu'était naguère le territoire agricole : il s'agit de l'érosion des sols provoquée par certaines façons culturales brutales ; de la pollution de nappes phréatiques par l'accumulation, sans limite, de porcs et de volailles sur un territoire restreint, comme en Bretagne ; de l'usage immodéré de pesticides et de certaines « drogues » dans l'alimentation animale... Le territoire rural souffre, dans les plaines, d'une intensification sauvage, et, dans les montagnes, de la désertification...

Cette critique dérange les apôtres d'une vision à courte vue de l'agriculture. Mais les mesures pour y

répondre sont, alors, loin de rencontrer l'accord d'une opinion agricole souvent façonnée par le modèle unique que diffusent encore les services du développement aux mains des chambres d'agriculture. Il faudra un quart de siècle pour que cette vision se fraye un chemin au point de devenir banale. Elle fournira certes la trame du discours convenu, mais n'aboutira qu'à la mièvre « agriculture raisonnée », bien loin de « l'autre agriculture » que revendique François Mitterrand.

Pour la mettre en place, il préconise une politique visant à conjuguer le souci écologique avec l'efficacité économique. Il assigne cet objectif à la recherche, en particulier à l'INRA, créé par Tanguy-Prigent, qu'il entend développer en même temps qu'un service public du « développement » avec l'enseignement agricole à tous ses niveaux, thèmes qui n'avaient pas été vigoureusement traités dans le Programme commun.

Tels sont les grands traits de l'analyse et des ambitions d'un groupe de militants autour de François Mitterrand. Tel est l'objectif que Édith Cresson va s'efforcer de mettre en œuvre dans quelques semaines, chacun se disant, avec résolution, tel le vieux Bracke quarante-cinq ans auparavant : « Enfin, les difficultés commencent ! » ■

## Les premiers pas de la politique agricole

par **BERNARD GOURY**

Ancien directeur de cabinet d'Édith Cresson,  
ministre de l'Agriculture

---

Chacun se souvient du Congrès d'Épinay, congrès de l'unité des différents courants socialistes français, où François Mitterrand et sa Convention des institutions républicaines, petit club de quelques amis à l'époque, réussira à fédérer ces courants pour devenir le premier secrétaire du Parti socialiste.

Au secrétariat du Parti, Pierre Joxe est nommé secrétaire à la formation. Il se laisse convaincre par quelques intellectuels (sociologues de l'INRA, salariés

issus de la Coopération, de la Mutualité et du Crédit agricole) que l'agriculture et les agriculteurs ne peuvent être absents du programme socialiste. Nous rédigeons, sous sa direction, les premières brochures sur le monde agricole et les socialistes, dans le cadre de la formation des militants, faute d'un secrétariat aux Affaires agricoles, dont il prend de fait la responsabilité.

Beaucoup de militants considéraient cette catégorie sociale comme totalement conservatrice et définitivement perdue au socialisme. Ils avaient oublié que la tradition agraire des socialistes était ancienne. Déjà Jaurès distinguait « les très grandes propriétés paysannes, filles du capital, et les petites propriétés, filles du travail ».

Chaque fois que les socialistes avaient eu l'occasion d'exercer des responsabilités gouvernementales (Blum

en 1936, après 1945...), ils apportaient au monde paysan des réformes qui ont fait date dans l'histoire de l'agriculture nationale. Ce furent l'Office du Blé (Blum en 1936), la loi sur le fermage et le métayage (Tanguy-Prigent), le Fonds forestier national, la création de l'INRA (Institut national de la Recherche agronomique), l'indexation des prix agricoles et la mise en place de la politique agricole commune. Pourtant la puissance des lobbies agricoles et des grands propriétaires qui tenaient l'ensemble du dispositif de cadrage politique de l'agriculture (FNSEA, CNJA, Coopération, Mutualité, Crédit agricole,...) faisaient que ces propositions et réalisations socialistes étaient dénaturées, critiquées et calomniées.

## **Les propositions agricoles du programme socialiste de gouvernement**

François Mitterrand était un de ceux qui n'ignoraient pas ce passé. Il citait souvent, durant les multiples campagnes électorales qu'il a conduites, ces réalisations socialistes. Il souhaitait un volet agricole au programme du Parti et il a beaucoup aidé à ce que des agriculteurs et des agricultrices le rejoignent au sein d'une Commission agricole qui réunissait régulièrement une centaine de paysans.

Son réalisme et sa connaissance de la France rurale ne lui donnaient pas beaucoup d'illusions sur ses capacités à retourner les tendances lourdes de ce milieu conservateur. Mais il aimait les agriculteurs, il les respectait profondément, il les écoutait beaucoup et souhaitait pouvoir améliorer leur sort et leur avenir.

Ainsi s'est construit un volet agricole du programme du Parti, reposant essentiellement sur quatre points forts qui ont fait l'objet des propositions 9, 10, 11 et 12 dans les 101 propositions du programme, à savoir :

- la réforme de l'indemnité viagère de départ des agriculteurs âgés ;
- la création d'offices fonciers ruraux ;
- la création d'offices par produits pour en garantir le prix ;
- la création d'un statut des salariés agricoles qui tienne compte de la spécificité du secteur, mais aussi se rapproche des droits des salariés de l'industrie.

Il faut retenir le contexte de ces quatre propositions car, depuis les années 60, l'agriculture avait perdu la moitié de ses exploitations : c'est la raison des deux premières mesures, qui visaient la transmission des fermes et le départ des agriculteurs âgés qui n'avaient pas de retraite constituée.

François Mitterrand n'aimait pas ces offices fonciers auxquels il trouvait des relents d'agriculture

collectivisée, pour ne pas dire kolkhozienne. Lui si attaché au droit de propriété souhaitait retirer cette proposition, qu'il trouvait provocante pour les agriculteurs, qu'il connaissait bien et qui avaient beaucoup de mal à comprendre qu'en fait il s'agissait d'une modernisation et de la démocratisation des Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) tenues par les organisations syndicales agricoles, soupçonnées par les paysans de gauche de pratiquer une politique de copinage dans l'attribution des terres. Le Parti, poussé par notre Commission Agricole et la centaine d'agriculteurs socialistes, un peu gauchistes sur ce thème, s'était majoritairement prononcé en faveur du maintien de ces offices fonciers. François Mitterrand respecta la majorité, mais il n'en parla jamais durant la campagne présidentielle de 1981.

La troisième proposition visait, dans le cadre de quotas de production, à protéger et maintenir les prix des produits agricoles, et par conséquent le revenu des paysans, en contrôlant si possible les quantités produites afin d'éviter les habituelles et coûteuses destructions des excédents des productions agricoles.

La dernière proposition était une mesure de justice sociale, les salariés agricoles étant encore, à cette époque, soumis à leur patron, totalement isolés et par là même incapables de se défendre contre une exploitation impensable aujourd'hui : salaires extrêmement faibles sous prétexte qu'ils étaient logés et nourris à la ferme, absence de repos hebdomadaire, de vacances puisque hors de portée financière, de vie familiale pour la grande majorité...

Telles sont, très succinctement résumées, les grandes lignes du programme du Parti socialiste et de l'Union de la Gauche puisque les radicaux de gauche et les communistes les avaient reprises à leur compte dans le Programme commun de la Gauche.

## **Application du programme sous le ministère d'Édith Cresson**

En mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République. Il constitue son gouvernement et cherche un ministre de l'Agriculture. Ayant nommé Pierre Joxe à l'Industrie, il propose le poste à Edgard Pisani, qui refuse parce qu'il ne voulait pas l'occuper pour la seconde fois ; les radicaux n'en veulent pas car c'est un ministère trop exposé et difficile ; il ne paraissait pas possible de mettre un communiste à ce poste. Édith Cresson, fidèle à François Mitterrand, accepte le poste malgré son inquiétude. Immédiatement, le monde agricole syndical et corporatiste considère cette nomination comme une provocation

et la marque du mépris de la Gauche à l'égard de la paysannerie de notre pays. Il faut se souvenir qu'en 1981, dans certaines campagnes françaises, les femmes servaient les hommes à table mais restaient à la cuisine. C'était aussi l'époque où les métayers s'adressaient encore à leur propriétaire en disant « notre Maître »... Je l'ai entendu en 1982.

Ce fut alors une guerre quotidienne entre François Guillaume, président de la FNSEA, et le ministre Édith Cresson : injures sexistes inadmissibles, manifestations pour un oui ou pour un non, qui sont allées jusqu'à l'agression physique.

Pour essayer de desserrer l'étau syndical de la FNSEA et du CNJA, nous avons aidé le développement d'un syndicalisme agricole de gauche créé par Bernard Lambert, les Paysans travailleurs, et tenté de casser le monopole syndical de droite. Cela n'a, évidemment, fait qu'envenimer nos relations puisqu'en 1983 les syndicats de gauche représentaient 26 % des voix aux élections aux chambres d'agriculture. Pour François Guillaume, nous avons commis là un crime qu'il fallait faire payer à n'importe quel prix au ministre, qui avait cassé le mythe de l'unité syndicale du monde agricole. En fait, nous nous étions attaqués à la distribution des fonds publics que l'État donnait aux organisations syndicales pour la formation, ainsi qu'à la représentativité de la FNSEA et du CNJA, et aussi à leur portefeuille. Il faudra d'ailleurs attendre 2002 pour que le ministre de l'Agriculture du gouvernement Jospin, Jean Glavany, réussisse à régler ce problème.

Par ailleurs, Édith Cresson a parfaitement respecté le programme socialiste et l'a mis en œuvre, à l'exception des offices fonciers ruraux, qui se sont révélés peu réalistes dans le contexte agricole de l'époque. Les ministres socialistes suivants, Michel Rocard et Henri Nallet, réformeront les Safer et la politique des structures agricoles, ce qui allait bien dans le sens de la politique que souhaitait mettre en œuvre le président Mitterrand.

Nous avons fait admettre par la CEE, dans le cadre de la Politique agricole commune, le bien-fondé de nos offices par produit : offices de la viande, du vin, du lait, des fruits et légumes ; et nous les avons créés.

Nous avons défendu le revenu des agriculteurs, démocratisé le syndicalisme agricole et leurs organes représentatifs, renforcé le statut du fermage, accrues droits des salariés agricoles, pris les mesures indispensables à la protection des agriculteurs en difficulté financière et en surendettement... Les engagements pris ont donc été largement tenus, et cela contre le syndicalisme traditionnel.

Les années 1981-83 ont été les meilleures en termes de croissance du revenu agricole par rapport aux deux décennies précédentes. Il est intéressant de noter que, lors de l'alternance de 1986, François Guillaume nommé ministre de l'Agriculture du gouvernement de Jacques Chirac, n'a rien remis en cause de ce qui avait été fait par la Gauche et qu'il a conservé et utilisé les outils que nous avons élaborés pour protéger et développer l'agriculture française. ■

## Sauver la Politique agricole commune

par **MICHEL ROCARD**

Député européen, ancien Premier ministre, ministre de l'Agriculture de 1983 à 1985

---

***Un des temps les plus forts de votre exercice ministériel à l'Agriculture a, sans doute, été la réunion du Conseil des ministres européens qui précédait le sommet de Fontainebleau.***

**MICHEL ROCARD** – Effectivement. Mon intention, aussitôt que j'ai eu la maîtrise des grands dossiers de la période, était de préparer une proposition de la

présidence française qui permettrait d'en évacuer quelques-uns parmi les plus chauds. Me fondant sur les préoccupations de mes collègues européens, que j'avais pris le soin de tous rencontrer, j'ai mis au point ce qui, à mon sens, pouvait et devait être l'ordre du jour de cette rencontre. Mais lorsque j'ai mis sur la table mon projet dans un comité des ministres compétents autour de Pierre Mauroy, je me suis aussitôt heurté au barrage de Claude Cheysson, ministre des Affaires extérieures. Celui-ci estimait que, pour cette sorte de rencontre, l'essentiel des initiatives et du pilotage relevait de ses compétences. Mon argumentation était forte : je soulignais que dans

les débats qui, cette fois, allaient s'engager, l'expertise dont nous avons le plus besoin se trouvait dans mon ministère, en rapport direct avec le terrain. Pour moi, à ce stade et sur ces dossiers, ce n'était pas affaire de diplomatie, même au sens le plus technique du terme. Cela n'a pourtant pas suffi à débloquer la situation. J'ai donc dû annoncer que je me devais d'annuler la réunion prévue, immédiatement ne serait-ce que par courtoisie, celle-ci n'ayant plus de véritable contenu. Il a fallu qu'Henri Nallet, qui était alors conseiller du président de la République pour l'agriculture, propose de faire trancher le problème par François Mitterrand. Le même jour, dans l'après-midi, celui-ci m'annonce que François Mitterrand me donnait son feu vert. Mais, un peu plus tard, Jean-Louis Bianco, alors secrétaire général de l'Élysée, me fait savoir qu'il me recevra avec Claude Cheysson, le lendemain, pour examiner ma proposition et organiser les coordinations nécessaires entre les deux ministères dans le cadre général du sommet alors en gestation.

### ***Qu'aviez-vous inscrit dans votre proposition d'ordre du jour ?***

**MICHEL ROCARD** – Les deux principaux volets concernaient, d'une part, le problème des quotas laitiers, d'autre part, la question des montants compensatoires monétaires. Sur le premier point, je n'ai rencontré aucune objection. En revanche, sur le second volet, Claude Cheysson s'est dit persuadé qu'il était impossible d'aboutir à une solution convenable en Conseil. Que celle-ci devait passer par un tête-à-tête franco-allemand. Il a obtenu l'adhésion de Jean-Louis Bianco.

J'ai donc joint immédiatement le commissaire européen chargé de l'agriculture, M. Dahlsager, pour lui annoncer qu'il n'y aurait pas de proposition de la présidence française sur les montants compensatoires monétaires et que je me limiterais à un exposé technique faisant, de façon exhaustive, le point sur l'état de la question et son historique.

Puis j'ai appelé le ministre néerlandais pour organiser avec lui une courte entrevue, juste avant la réunion.

Au cours de ce bref entretien, j'ai fait valoir le danger qu'il y aurait à ne laisser sur la table du Conseil que la proposition de la Commission et lui ai demandé de déposer, devant le Conseil, la position néerlandaise comme proposition de la Présidence à la place la proposition de la Présidence française absente. C'est un problème de procédure : il nous fallait une proposition de présidence pour chercher l'accord en dehors de la proposition de la Commission. Or lui-même avait reçu de son gouvernement la consigne de ne pas trop s'avancer et de s'ar-

ticuler le moment venu sur les positions des Allemands. Il a, bien sûr, hésité, puis je l'ai entendu me dire : « Michel, je vais le faire pour toi. »

La réunion a donc commencé à 9 heures du matin suivant le scénario que j'avais mis au point et, à 4 heures du matin suivant, nous avons bouclé l'ensemble de l'exercice en ne laissant, dans le texte de l'accord obtenu, que cinq « crochets » : trois concernaient la durée des mesures de compensation temporaires accordées à l'Allemagne, les deux autres renvoyaient à un problème de pure technicité financière puisque nous étions là dans le registre de tout ce qui concerne le change.

### ***Votre satisfaction devait être grande.***

**MICHEL ROCARD** – Effectivement. Et c'est sans doute ce qui nous a permis d'enchaîner après deux ou trois heures de sommeil sur la réunion suivante. Auparavant, j'ai rencontré Claude Cheysson pour l'informer des résultats obtenus. Tout d'abord, il m'a manifesté sa contrariété, puis, ayant lu le texte que je lui présentais, il s'est avoué surpris et satisfait. Il ne lui restait qu'à traiter les fameux « crochets ».

Au cours de cette seconde journée, venait la question des quotas laitiers. Après de nombreuses périodes de séances, au cours de laquelle la délégation française s'est trouvée souvent en difficulté, au cours de laquelle il a fallu aider fermement les Irlandais contre les Britanniques, nous avons réussi à dégager un consensus intéressant.

C'est là que le président de la Commission, Gaston Thorn, a demandé à me voir au plus vite. Il venait m'annoncer que le Conseil des Affaires générales, avec Claude Cheysson, avait clos sa séance sans régler le sort des crochets laissés dans le texte de la veille sur les montants monétaires compensatoires et après avoir même enregistré trois « réserves ».

Mon souci a aussitôt été de ne pas laisser inachevé le travail accompli pour éviter que ce texte ne vienne polluer le Sommet de Fontainebleau. Personne ne pouvait en effet ignorer que Margaret Thatcher risquait de s'y montrer particulièrement difficile. Donc, au troisième jour, nous nous sommes réattelés à la tâche pour parvenir à un texte intégralement bouclé, dans les moindres détails, et immédiatement exécutoire. ■

**Propos recueillis par Jean-François Huchet**

## François Mitterrand : écoute attentive et pragmatisme

Interview de **HENRI NALLET**

Ministre de l'Agriculture de 1985 à 1986

---

***En 1981, vous êtes depuis plusieurs années à l'INRA, après une longue expérience de responsabilités, au premier plan, dans des mouvements de jeunesse, puis au sein du syndicalisme agricole. Comment êtes-vous devenu conseiller agricole du président de la République ?***

**HENRI NALLET** – C'est Pierre Joxe, à qui François Mitterrand avait confié la tâche d'animer la Commission nationale agricole du Parti socialiste jusqu'à cette période, qui m'a amené sur cette voie. J'avais participé à plusieurs rencontres avec lui, à des réunions de travail, mais je n'étais pas membre du Parti socialiste. Je n'avais donc pas mis la main à la préparation de son programme agricole. Celui-ci était le résultat de plusieurs apports des anciens de la SFIO, comme R. Février et P. Mazerand, de militants du Grand Ouest regroupés autour de Bernard Thureau, de quelques chercheurs de l'INRA, comme P. Coulomb, et de techniciens des syndicats agricoles spécialisés. Il m'avait en revanche demandé de participer à la campagne présidentielle en tant qu'expert des relations avec les organisations professionnelles agricoles. Je préparais les réponses du candidat aux différentes demandes que lui adressaient toutes sortes d'organisations.

***Comment jugiez-vous alors le programme avec lequel les socialistes étaient arrivés au pouvoir ?***

**HENRI NALLET** – C'était un texte très radical, centralisateur et interventionniste. Il prévoyait, par exemple, des offices d'intervention pour chaque produit, des prix administrés fixés d'après les coûts de production, un contrôle des mouvements de terres agricoles par des offices fonciers cantonaux. Tout cela était censé fonctionner sans la moindre référence à la situation des marchés – la plupart des secteurs souffrant alors de surproduction – et à la Politique agricole commune. Loin des réalités nationales, il n'avait aucune chance d'être mis en œuvre. Il était en outre inacceptable par nos partenaires européens. Ce constat, cette analyse correspond d'ailleurs au thème d'une de mes toutes premières notes au président de la République dès ma nomination comme conseiller agricole à l'Élysée. Ce programme a gâté les relations

des gouvernements de gauche avec les grandes organisations traditionnelles autant qu'avec les agriculteurs et les techniciens de gauche, qui verront une trahison dans le fait qu'il ne soit pas appliqué.

***En quoi consistait alors votre rôle ?***

**HENRI NALLET** – Mon travail était défini ainsi : informer le Président de ce qui se passait chez les agriculteurs, préparer ses dossiers sur toutes les questions agricoles qu'il avait à traiter, et écouter, sans prendre d'engagements, tous ceux qui se tournaient vers l'Élysée pour apporter leurs informations ou pour se plaindre de la politique conduite. Très vite, les relations des responsables professionnels avec Édith Cresson se sont détériorées. Passé la surprise de sa nomination, ils ont entrepris de la contrer et de saboter méthodiquement toutes les mesures qu'elle entendait prendre en application du programme présidentiel ou de celui du PS. Si je voyais bien que l'action du gouvernement dans ce secteur était mal acceptée, je constatais aussi que le Président soutenait son ministre attaqué de toutes parts.

***Quelle idée se faisait-il de ce secteur ?***

**HENRI NALLET** – Il connaissait bien les terroirs français et leurs habitants. Il avait surtout une connaissance intime de deux formes d'agriculture : les éleveurs sélectionneurs du Charolais et les producteurs de cognac de la Saintonge. En revanche, il s'intéressait peu aux céréaliers du Bassin parisien ou aux éleveurs modernes du Grand Ouest.

Mais sa fine connaissance de la géographie – au-delà de la géographie électorale – était telle qu'il était en mesure de mener de longues conversations avec n'importe quel groupe d'agriculteurs, dans n'importe quel chef-lieu de canton, et sur tous les aspects de leur vie professionnelle et sociale. Cette empathie naturelle, toujours courtoise, souvent chaleureuse, ne l'aveuglait jamais : s'il respectait les paysans, savait les écouter et leur parler, il connaissait aussi leurs penchants politiques. Il ne nourrissait aucune illusion à leur égard.

***Par-delà ces contacts, comment abordait-il les dossiers agricoles ?***

**HENRI NALLET** – Au cours de ces quatre années passées près de lui, j'ai peu à peu découvert sa ligne de conduite. Pour l'illustrer, je prendrais l'exemple de

trois grands dossiers pour lesquels j'ai fait office de démineur, trois occasions qui montrent bien comment François Mitterrand abordait ces questions.

Le premier concerne l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal. Les organisations agricoles françaises n'en voulaient pas. Elles en faisaient une description apocalyptique. Soutenues, bien évidemment, par Jacques Chirac, elles allaient jusqu'à exiger un référendum sur cette question. Recevant les dirigeants du Conseil de l'Agriculture française, un soir d'automne 1982, il les a écoutés longuement. Puis il leur a parlé de l'histoire espagnole, de Franco, du projet européen, des intérêts de la France, sans prendre devant eux le moindre engagement. À l'issue de l'entretien, il m'a demandé de rester auprès de lui : « Il nous faut faire entrer l'Espagne et le Portugal dans la Communauté. Les négociations n'ont que trop duré. Voyez ce qui pourrait être accepté par les viticulteurs du Midi et les pêcheurs du golfe de Gascogne, car c'est d'eux que pourrait venir un vrai rejet. Les autres s'inclineront. ». J'ai ainsi mis au point un nouveau système de distillation obligatoire avec les dirigeants viticoles du Midi et un mécanisme de quotas avec un nombre limité de bateaux qui fut avalisé par le patron des armateurs français. Ces propositions, le Président les ayant acceptées, ont été aussitôt reprises par Roland Dumas, ministre des Affaires européennes.

Autre exemple, autre champ de mines, à la fin de l'année 1982. Il s'agissait de la mise en œuvre d'une partie du programme socialiste concernant l'enseignement agricole. Édith Cresson voulait soumettre l'enseignement agricole privé, largement majoritaire, au grand service public unifié et laïque de l'Éducation nationale. Un orage violent s'annonçait et j'en ai, bien sûr, averti le Président. Sa réaction a été claire : « Soumettre l'enseignement agricole à la négociation menée par Alain Savary représente un risque inutile. Voyez ce que veulent les responsables concernés. »

Avec l'aide d'Yves Lyon-Caen, conseiller agricole auprès de Pierre Mauroy, j'ai organisé régulièrement des réunions discrètes, pendant dix-huit mois, avec Gérard de Caffarelli, qui était alors président du Centre national de l'Enseignement agricole privé, Fernand Girard, son secrétaire général, le président et le délégué général des Maisons familiales rurales. Nous avons réfléchi au contenu d'une loi organisant l'association et le contrôle de l'enseignement agricole privé. Parvenus à ce que nous considérions comme un point d'équilibre et quand Pierre Mauroy et François Mitterrand nous ont eu donné leur accord, Gérard de Caffarelli en a présenté l'architecture à la FNSEA et aux chambres d'agriculture, tandis que, de mon côté, je me suis tourné vers les dirigeants de la

Fédération de l'Éducation nationale, où Jacques Pommateau, conciliant, a demandé la mise en œuvre d'une loi pour l'enseignement public agricole. C'est ainsi que, quelques mois plus tard, Michel Rocard a pu faire voter à l'unanimité, par l'Assemblée nationale, deux lois qui ont depuis lors scellé la paix scolaire dans le monde agricole.

La troisième affaire que j'ai eu à suivre à cette époque concernait le volet agricole de la crise européenne qui s'est dénouée au sommet des chefs d'État de Fontainebleau en 1984. Dès 1981, j'avais essayé de faire partager à l'entourage du Président l'idée que la surproduction était durable et qu'il fallait trouver des formes de maîtrise de la production, seul moyen de contenir des dépenses budgétaires croissantes. Cela contribuerait en outre à régler la question du chèque britannique – la réclamation de Mme Thatcher n'étant pas illégitime.

La première grande occasion de mettre en application cette ligne s'est présentée lorsque la Commission européenne a proposé de maîtriser la production laitière par un système de quotas par exploitation. Ce système, brutal mais simple, a été assez bien reçu par nos partenaires, mais violemment rejeté par les organisations professionnelles françaises. Avec l'aide d'André Lachaud, directeur de la production et des échanges du ministère de l'Agriculture, et Francis Ranc, directeur de l'Office national interprofessionnel du lait, j'ai avancé l'idée d'un quota par entreprise de transformation du lait à l'intérieur duquel les exploitants agricoles recevraient des droits à produire variables selon la taille du troupeau, la région, etc. Ce système présentait l'avantage de pousser à la concentration des exploitations laitières françaises pour les conduire à la taille optimale atteinte par les producteurs hollandais ou danois, avant de passer, plus tard, aux quotas individuels. La Commission et nos partenaires ne l'entendaient pas de cette oreille : ils demeuraient fermement accrochés aux quotas individuels. François Mitterrand a mis alors tout son poids dans la balance pour faire évoluer les uns et les autres. À Athènes, il a bloqué l'accord qui se dessinait sur les quotas individuels. En France, les organisations agricoles ont applaudi la fermeté du Président, et enregistré avec satisfaction l'attention qu'il portait à l'agriculture française. Quelques mois plus tard, à Fontainebleau, il leur a imposé la discipline budgétaire, la limitation de la production laitière par entreprise ou exploitation (au choix des États membres), le chèque britannique et une diminution de la TVA pour les agriculteurs allemands, accompagnée d'un système de suppression progressive des montants compensatoires monétaires... Toutes ces mesures constituaient une profonde réforme de la PAC.

La construction européenne était relancée. ■

# III. De la relance de Fontainebleau à la réforme de la politique agricole

## À la recherche de convergences européennes

Guy Legras, après avoir fait une partie de sa carrière au SGCI, a pris, en 1982, la direction du service de la coopération économique au Quai d'Orsay. De 1985 à 1999, il a occupé le poste de directeur général de l'agriculture à Bruxelles, ce qui lui a valu d'être un acteur de premier plan dans toutes les grandes négociations, tant internes qu'externes, concernant la Politique agricole commune (PAC).

### Interview de GUY LEGRAS

---

***Votre carrière est profondément marquée par la Politique agricole commune. Au cours des deux septennats de François Mitterrand, vous jouez un rôle indéniable sur ce sujet. Quelles sont, de votre point de vue, les grandes dates de ce dossier à retenir ?***

GUY LEGRAS – C'est assez simple. En premier lieu la présidence française de 1984, où nous réglons à la fois la question du chèque britannique et – il ne faut pas l'oublier – une grande partie des difficultés agricoles qui existaient entre les Dix. Ensuite, la grande date pour la PAC, c'est 1992, lorsque les Douze adoptent la réforme Mac Sharry. 1992 et sa suite, bien entendu, c'est-à-dire les accords de Marrakech de 1994.

***Pendant les deux septennats, vous êtes donc au cœur de l'action. Pourtant, vous n'êtes pas***

***proche des équipes qui se mettent en place à partir de 1981.***

GUY LEGRAS – Oui, c'est exact. Mais j'avais un parcours d'Européen et – je crois – une bonne connaissance des dossiers agricoles, ce qui était important pour la Gauche lorsqu'elle est arrivée au pouvoir. Mes relations avec Jean de Lipkowski ont aussi joué un rôle. J'avais été chargé de mission à son cabinet lorsqu'il était secrétaire d'État aux Affaires étrangères, fin des années 60-début des années 70. Or Jean de Lipkowski connaissait à la fois Édith Cresson et Roland Dumas. C'est ainsi que, tout en n'étant pas socialiste, j'ai pu travailler très étroitement avec les ministres qui étaient en charge de la PAC. Et puis, bien entendu, je connaissais Claude Cheysson. Édith Cresson disait de moi, avec beaucoup d'humour : « Les vieux gaullistes, c'est très utile pour garder les frontières. » En cela, je crois qu'elle reconnaissait mon savoir-faire pour préserver les intérêts agricoles de la France au sein des instances internationales.

***Lorsqu'il arrive au pouvoir, François Mitterrand trouve un dossier européen en très mauvais état. La construction européenne est alors embourbée dans « la querelle agrobudgétaire ».***

GUY LEGRAS – C'était effectivement très dur. Il faut rappeler la logique de cet affrontement. La PAC – qui n'avait pas été réformée depuis sa création, hormis quelques ajustements au début des années 70 – générait d'énormes excédents, qu'il fallait stocker ou écouler sur les marchés mondiaux. Tout cela coûtait très cher, notamment aux pays peu tournés vers

l'agriculture, comme c'était le cas pour la Grande-Bretagne. Les Britanniques contribuaient en effet beaucoup au budget de la CEE, sans en retirer de substantiels bénéfices puisque la PAC engloutissait tout.

Margaret Thatcher demandait donc une sorte de compensation : le fameux « chèque ». Sa position était à bien des égards contestable, mais très juste de son point de vue.

Du côté français, toutes réformes drastiques de la PAC, demandées les Britanniques, entraînaient de profondes modifications de notre agriculture et, très pratiquement, menaçaient le revenu de nos agriculteurs. Il faut se souvenir qu'à cette époque les relations entre le gouvernement et les syndicats agricoles étaient très mauvaises. Édith Cresson était entrée en guerre avec les agriculteurs qui, il faut le reconnaître, se sont très mal conduits avec elle. Et cela, à mon avis, sans raison. Je l'accompagnais dans tous ses déplacements à Bruxelles, au Conseil, et je peux vous assurer qu'elle y défendait les intérêts agricoles français pied à pied et savait mener les négociations.

Il n'en reste pas moins que cette situation rendait les discussions avec nos partenaires très délicates. Nous n'étions d'ailleurs pas les seuls à avoir des difficultés. Les Allemands étaient tiraillés entre leur volonté de payer moins au budget et leur souhait de préserver la PAC.

### **La situation semblait inextricable.**

**GUY LEGRAS** – Inextricable. D'autant que venaient s'ajouter à tout cela d'autres dossiers tout aussi délicats : les fameux montants compensatoires, la réduction des excédents, le risque agricole de l'élargissement, les importations massives de produits de substituts de céréales américains, etc. Tout cela donnait lieu à d'interminables batailles d'experts qui finissaient par remonter au plus haut niveau. Je me souviens ainsi du Conseil européen d'Athènes, qui se solda par un échec puisque l'on ne parvint pas à publier de conclusions. François Mitterrand était furieux. Pas tant du manque de résultats mais par la tournure qu'avait pris la négociation, beaucoup trop technique à son goût. Je vois encore l'officier de marine entrer en séance du Conseil pour lui amener son dossier de travail – très épais –, ressortant avec le même dossier, en désordre, quelques minutes plus tard, sans que le Président l'ait saisi. Il faut dire que les discussions étaient tendues, y compris dans le camp français.

### **Quels étaient les enjeux de ce Conseil ?**

**GUY LEGRAS** – Il s'agissait de régler des problèmes agrobudgétaires, en particulier, de fixer de nouvelles règles – les quotas – permettant de limiter la production de lait et, ainsi, d'éviter les excédents. Le tout était lié au règlement du chèque de Madame Thatcher.

De notre côté, deux thèses s'affrontaient. La première était défendue par Claude Cheysson, qui siégeait en séance avec le Président. Il avait négocié avec Hans Dietrich Genscher un accord sur plusieurs points – un « paquet » dans le jargon communautaire. Au moment où Claude Cheysson est sorti de séance pour venir nous voir, je lui ai dit que, personnellement, je trouvais cet accord trop cher pour la France et inacceptable pour les petits producteurs de lait – je pense d'ailleurs qu'Henri Nallet partageait mon inquiétude. Le ministre n'était pas content du tout... Jean-Claude Paye, qui assistait à la scène, ainsi qu'André Chandernagor, qui partageait mon appréciation, se souviennent certainement de cette altercation. Au final, le ministre a tenu compte de mes remarques et il a retiré sa proposition. À l'issue du Conseil, Claude Cheysson me dira : « J'aurais dû vous virer : nous aurions eu un accord. Mais... vous aviez probablement raison. »

Après l'échec d'Athènes, c'était au tour des Français de prendre la présidence de la Communauté. Il faut le reconnaître, cette présidence a été formidable pour l'Europe : la question du chèque britannique et surtout l'essentiel des difficultés agricoles ont été réglés. Dans un premier temps, nous avons négocié avec les Allemands le règlement de l'épineux problème des montants compensatoires (MCM) en faisant adopter le principe de leur suppression. Les MCM étaient un système qui avait pour objectif d'atténuer les effets des mouvements monétaires sur les prix agricoles. Mais, au fil du temps – et des dévaluations –, ils s'étaient transformés en un système de subvention à l'intérieur du marché commun au détriment des produits français et à l'avantage de l'agriculture allemande. Je me souviens d'avoir passé des heures, au côté de Roland Dumas, au domicile d'Hans Dietrich Genscher pour régler cette question. Il nous a fallu deux après-midi entiers pour parvenir à un accord. C'est celui-ci qui a ouvert la voie d'un rapprochement franco-allemand sur tout le dossier agricole et qui a permis le compromis obtenu en Conseil des ministres en mars 1984, lorsque Michel Rocard s'est saisi du dossier pour régler – entre autres – la question des quotas laitiers.

### **Les Allemands, lors du Conseil européen de Fontainebleau ont toutefois obtenu une forme de compensation au démantèlement des MCM ?**

**GUY LEGRAS** – Bien entendu. Sous la forme d'une réduction du montant de la TVA appliquée à leurs produits. Mais là, il s'agissait de dispositions internes qui relevaient des finances publiques allemandes. D'une façon générale, pour les agriculteurs français, l'accord obtenu était un bon accord. Mais cela n'a pas été sans mal : pour y arriver, Roland Dumas et Hans Dietrich Genscher ont dû passer au-dessus de leurs

ministres de l'Agriculture. Je crois qu'ils ont eu raison : cette affaire ne pouvait se régler qu'au niveau politique, pas entre techniciens. Ensuite, cet accord est redescendu dans l'arène du Conseil des ministres de l'Agriculture où se jouait l'autre morceau de la partition sur les quotas laitiers. Mais, là encore, rien n'était simple. Je me souviens parfaitement des affrontements entre Britanniques – qui voulait réduire les dépenses de la PAC – et des Irlandais ; entre les Britanniques et nous ; etc. Mais, finalement, sous l'autorité de Michel Rocard, en Conseil des ministres, à Bruxelles, le paquet agricole fut bouclé !

### ***Restait à régler la question du chèque britannique...***

**GUY LEGRAS** – Là encore, deux thèses s'affrontaient. Celle du Quai d'Orsay et celle du ministère des Finances. Bref, celle de Claude Cheysson et Roland Dumas contre celle de Jacques Delors. La première difficulté était d'obtenir un règlement en interne, entre nos administrations. Ce fut le cas à l'occasion d'un petit déjeuner entre Roland Dumas et Jacques Delors, auquel j'assistais ainsi que Philippe Jurgensen. Finalement, Roland Dumas fit prévaloir son point de vue, après arbitrage du président de la République en sa faveur.

L'idée était simple : nous devons reprendre les négociations et aboutir à un accord qui puisse satisfaire Margaret Thatcher. Pour ma part, j'étais acquis à cette idée et je crois que c'était aussi la position de François Mitterrand. Le Président voulait régler cette question du « chèque » pour avoir la paix agricole, d'une part, et relancer la construction européenne, d'autre part. Car ces querelles bloquaient tout ! Donc, pour sauver la PAC, il fallait faire la paix avec les Britanniques ou, plus exactement, obliger les Britanniques à faire la paix avec nous. Ainsi, lors du sommet européen de Fontainebleau en juin 1984, toute la tactique a été de les isoler pour les pousser à l'accord. Le compromis obtenu sur les MCM avec les Allemands servait exactement à cela : souder le couple Mitterrand-Kohl contre la Grande-Bretagne. Les Britanniques étaient évidemment furieux ! À quelques pas de la salle du Conseil, il y avait un grand canapé. Margaret Thatcher s'y était installée pendant une pause. Alors que nous passions devant elle avec Roland Dumas, elle interpellait ce dernier : « Quand M. Kohl veut quelque chose, il a tout ce qu'il veut et sur-le-champ, mais moi... » Et Roland Dumas de temporiser : « Attendez, Madame, soyez patiente. » En réalité, nous préparions son isolement pour la forcer à consentir à un accord.

### ***Vous avez directement participé aux négociations avec les Britanniques ?***

**GUY LEGRAS** – Bien entendu. Roland Dumas m'avait dit de négocier avec la ferme volonté d'aboutir. Mais à quel prix ? C'est la question que je me posais, et je

lui ai alors demandé des instructions plus précises. Il a pris son temps pour me répondre. Puis il est revenu me voir et m'a dit : « Vos seules instructions sont de faire mieux que ce qui avait été fait en 1980. Nous avons alors repris contact avec les Britanniques, en particulier avec M. Williamson, le conseiller de Margaret Thatcher pour les questions européennes. Je rendais compte de mes discussions techniques directement à Roland Dumas, qui, de son côté, conduisait des entretiens politiques. Il tenait François Mitterrand informé de tout. Je me souviens être allé avec le ministre chez Margaret Thatcher. Elle avait commencé l'entretien par un « alors ! M. Dumas. On me dit que vous avez réglé la succession Picasso. J'attends que vous régliez mon problème de chèque ». C'était une forte femme. Roland Dumas conduisait les négociations comme un avocat. Il se préparait de toutes petites fiches à l'aide des dossiers que nous lui fournissions. Je me rappelle très bien que, dessus, il avait indiqué une série de nombres. En vert, c'était un accord acceptable sur le montant du chèque, puis il y avait des chiffres en orange et en rouge. À peine le Premier ministre britannique avait-elle terminé son exposé qu'il lui avait montré ses petites fiches, en lui disant : « Vous voyez, Madame, nous sommes seulement au début de nos discussions et vous êtes déjà dans le rouge. »... Mais, finalement, à Fontainebleau, elle a accepté l'accord que nous avions préparé.

Cet accord, obtenu à l'arraché, a eu une grande importance pour les affaires agricoles. En premier lieu, il a permis de valider le paquet agricole négocié pendant la présidence française ; paquet qui était bloqué par les Britanniques. En second lieu il a permis d'augmenter le budget européen, donc d'assurer le financement futur de la PAC réformée. Enfin, il a ouvert la voie de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal avec les mesures d'adaptations prévues.

### ***Peu de temps après Fontainebleau, vous partez pour la Commission.***

**GUY LEGRAS** – J'arrive à Bruxelles en même temps que la nouvelle équipe de Jacques Delors. J'y suis nommé directeur de la DG-VI, la direction générale ayant la charge de la PAC. De nouveau, nous nous retrouvons confrontés aux problèmes des excédents. C'est ainsi que nous établissons, après un accord obtenu au début de 1988, la mise en place des « stabilisateurs budgétaires ». Ce nouveau mécanisme est en réalité le prolongement de ce que nous avons entamé en 1984 avec les quotas laitiers, c'est-à-dire l'introduction de seuils de production avec corrections du soutien en cas de dépassement. La maîtrise des excédents sera ainsi assurée.

À partir de 1987-1988, les dossiers les plus importants concernent les négociations du GATT, avec l'objectif

de l'adaptation de la PAC pour parvenir à un accord complet. Les positions françaises – et finalement communautaires – évoluent entre 1988 (date de la conférence ministérielle du GATT de Montréal) et 1990 (date de la conférence ministérielle du GATT du Heysel, qui se termine par un échec puisque aucun accord n'est trouvé). Enfin il faut attendre 1992 pour que la grande réforme de la PAC intervienne. C'est la « réforme Mac Sharry », du nom du commissaire européen qui l'a proposée.

### **Pourquoi une telle pression sur la PAC ?**

**GUY LEGRAS** – Au sein du GATT, les principes de la PAC – en particulier le système des restitutions qui s'avéraient être de véritables aides à l'exportation – n'avaient jamais fait l'objet d'un accord global. Disons qu'ils y étaient tolérés jusqu'à un certain point. Or, à partir des années 80, l'agriculture européenne a commencé à concurrencer très sérieusement celle des États-Unis, en particulier dans le domaine des céréales. Aussi, ces derniers – alliés avec quelques autres pays eux aussi concurrencés – nous menaient la vie dure. De plus, sur le plan intérieur, nous assistions à une explosion des dépenses de la PAC : 11 milliards d'euros en 1980, 22 milliards en 1986. Beaucoup nous reprochaient, non sans raisons, de financer abusivement la conquête de marchés extérieurs. Bref, la volonté américaine de voir limiter les restitutions se faisait de plus en plus insistante. Elle gelait une partie de la négociation commerciale dans son ensemble.

Du côté européen, pour ne pas dire du côté français, nous étions d'accord sur un certain nombre d'adaptations. En particulier, nous savions parfaitement qu'il fallait trouver une solution pour réduire les excédents qui déstabilisaient les marchés. Mais nous souhaitions que la négociation s'engage sur toutes les formes d'aides et pas uniquement sur le système de restitution de la PAC. Un premier compromis entre ces deux approches fut trouvé à Punta del Este en 1986.

### **Ce qui avait d'ailleurs conduit à la mise en place des stabilisateurs budgétaires en 1988.**

**GUY LEGRAS** – Oui. Notre idée avec les stabilisateurs était de réduire les soutiens internes sur une dizaine d'années. Nous escomptions de nos partenaires qu'ils fassent de même avec leurs propres systèmes d'aide. En cela, la position européenne était très cohérente : nous attendions de cette diminution chez chacun des partenaires une réduction de l'instabilité des marchés. La Communauté ne devait pas être la seule à porter l'effort.

Nous souhaitions aussi qu'un certain nombre de produits qui avaient été laissés jusque-là de côté entrent dans la négociation. En 1962, en effet, lorsque les mécanismes de la PAC avaient été tolérés par le

GATT, les Six avaient accordé une contrepartie : des droits d'entrée nuls sur leur marché pour certaines productions agricoles. Or, dans la mesure où les États-Unis nous demandait de revenir sur la première partie de l'accord, nous réclamions de rouvrir la seconde partie des discussions, qui était, bien entendu, à l'avantage des États-Unis. Ces derniers refusèrent toutefois d'entrer dans les logiques européennes. Cela conduisit à l'échec du Heysel en 1990.

### **La position européenne va alors se modifier ?**

**GUY LEGRAS** – Oui. Il faut dire que la pression qui s'exerçait sur nous était très forte, y compris, désormais, sur le plan interne. En effet, la plupart des milieux non-agricoles nous pressaient de faire des concessions pour aboutir à un accord global. C'est alors que le commissaire Mac Sharry, constatant que tout était bloqué, décida de prendre l'initiative. On peut résumer sa tactique de la façon suivante : d'une part, il constatait les défauts inhérents de la PAC et voulait les régler ; d'autre part, il souhaitait réformer la PAC pour la rapprocher au maximum du système américain, et, ainsi, éviter désormais toute contestation de leur part au niveau du GATT.

### **C'était habile, mais quels étaient, concrètement, les efforts demandés aux agriculteurs ?**

**GUY LEGRAS** – Ils étaient importants, pour les Français mais aussi pour les Allemands. On peut résumer la réforme Mac Sharry en trois points.

- Premièrement, une baisse substantielle des prix des produits agricoles, en particulier des céréales. Là, notre objectif était double. Réduire le montant des restitutions, et donc les critiques sur la PAC, puisque, moins cher, le blé européen, par exemple, aurait besoin de moins d'aides à l'exportation pour être vendu. Bénéficiant de moins d'aides, il était par ailleurs possible de s'entendre sur une baisse concertée des exportations européennes.

Il s'agissait aussi de régler la question du second volet de la négociation de 1962. En effet, les produits agricoles américains qui entraient sans droits de douane sur le marché européen étaient en grande partie des produits se substituant aux céréales dans l'alimentation animale. En réduisant le prix des céréales, nous rendions du même coup moins attractifs ces produits étrangers. C'est d'ailleurs bien ce qui s'est passé : en quelques années, la part de ces produits de substitution de céréales a considérablement diminué au profit des céréales européennes, compensant ainsi la baisse de nos exportations.

- Deuxième axe de la réforme Mac Sharry, la compensation de cette baisse des prix agricoles par un système d'aides directes aux agriculteurs afin de

garantir leurs revenus. C'était une petite révolution ! Désormais l'aide agricole ne passerait plus par le marché – comme c'était le cas jusqu'alors grâce à l'intervention sur les prix –, mais directement de la puissance publique à l'exploitant. Bref, une forme d'assistance éventuellement conditionnelle. Autant dire que les syndicats agricoles n'y étaient pas favorables.

• Enfin, troisième axe, une série de mesures visant à réduire les productions excédentaires. Par exemple, le gel des terres cultivables.

### **Une telle politique devait nécessairement avoir ses détracteurs.**

**GUY LEGRAS** – Bien entendu ! La baisse du prix des céréales nous gênait moins, nous Français, dans la mesure où nos céréaliers étaient très compétitifs. En revanche, cela posait un gros problème aux Allemands. Il a fallu des heures de négociations pour les convaincre. Là, les bonnes relations entre François Mitterrand et Helmut Kohl ont joué un rôle. Le gros dossier, pour Paris, c'était évidemment le passage aux aides directes. Il a fallu négocier très âprement avec les syndicats agricoles. Il faut souligner que, du côté français, des gens comme Henri Nallet et son directeur de cabinet, M. Vial, nous ont aidés. Michel Rocard, lui aussi, s'est investi dans l'affaire. Mais cela n'a pas empêché les négociations d'être très longues.

### **Enfinement, comment se sont terminées ces négociations ?**

**GUY LEGRAS** – Tout cela a duré une année complète, avec des allers-retours incessants entre la Commission et le Conseil. À Paris, Louis Mermaz avait remplacé Henri Nallet. Il était très dur dans la négociation. Cela s'explique en partie par la pression qu'exerçaient les milieux agricoles, en particulier MM. Lacombe et Guyau. Mac Sharry était excédé. Un jour, il m'appelle dans son bureau et me demande : « mais que veulent exactement les Français ? » J'ai alors pris rendez-vous avec Louis Mermaz. Celui-ci m'a invité à un dîner qu'il donnait à l'occasion de la visite d'un socialiste japonais. C'était pour moi très étonnant ! Tard dans la soirée, nous avons pu nous isoler dans son bureau. L'un de ses conseillers, Jean-François Collin, était avec nous. Je lui ai donc posé clairement la question : « Le projet Mac Sharry est très habile : pourquoi hésitez-vous ? Que vous manque-t-il ? » Louis Mermaz avait parfaitement préparé son affaire. Il me fit part de demandes très précises pour faire taire les critiques des agriculteurs : prime pour le maïs ensilage, prime à l'herbe, prime pour le blé dur, etc. Je suis donc rentré à Bruxelles avec ces indications. Le commissaire Mac Sharry trouvait tout cela assez cher, mais, finalement, l'accord s'est fait. L'accord s'est d'ailleurs fait d'autant plus facilement que

plusieurs de ces points convenaient parfaitement aux Allemands. Là encore, je suis certain que des contacts entre les deux pays eurent lieu au plus haut niveau.

### **La question était donc réglée ?**

**GUY LEGRAS** – Oui et non. La délégation française a continué à rechigner sur quelques points. Je crois qu'à ce moment-là l'Élysée est intervenu directement. François Mitterrand a tranché dans le sens d'un accord pour permettre à la Communauté d'avoir, sur la scène internationale, une position claire.

### **Encore fallait-il faire admettre tout cela aux Américains.**

**GUY LEGRAS** – Cela prit un certain temps. D'abord ils tentèrent d'obtenir une victoire sur les deux fronts : à la fois la limitation de nos aides directes et celles de nos exportations. Nous avons évidemment refusé puisque toute la clé de notre dispositif – et c'est ce que nous avons assuré aux représentants agricoles –, était qu'une fois adoptées, on ne toucherait pas aux aides agricoles. Finalement, les Américains cédèrent sur ce point – si on peut dire – et en profitèrent pour faire reconnaître comme valable leur propre système d'aide. C'est ce que nous avons prévu.

La négociation a toutefois encore traîné en longueur. En effet, nous avons été battus dans un « panel » du GATT, par deux fois, sur la question des oléagineux. Nous avons donc accroché ce dossier lors de nos discussions bilatérales avec les États-Unis. Il fallut près de six mois pour parvenir à un accord. C'est de cette façon que nous avons obtenu qu'ils fassent partie intégrante des accords de Blair House de 1992. À cette occasion, j'ai d'ailleurs reçu un appel téléphonique de Louis Mermaz. Nous étions au milieu d'un G7 et la discussion sur les problèmes agricoles battait son plein. Le ministre français craignait que le dossier ne dérape. Il fallait bien entendu alerter Roland Dumas. C'était très difficile car il était en séance. Personne ne pouvait l'approcher. Mais, finalement, ce fut fait. Soudainement – les Américains se demandent d'ailleurs encore pourquoi –, la délégation française a changé de ton et a obtenu gain de cause. James Backer était furieux.

Bref, tout cela ne fonctionnait pas si mal. À cette époque, le président de la République ainsi que les ministres étaient en étroite coopération avec leurs administrations et leurs équipes. Cela donnait une véritable force à la délégation française. Sur ces grands dossiers agricoles, la France ne se trouvait jamais isolée. ■

**Propos recueillis par Georges Saunier**

## La PAC avant le GATT

**Au mois d'octobre 1990, Michel Rocard étant Premier ministre, Louis Mermaz prend le portefeuille de l'Agriculture. Cette période est marquée par l'expression d'une inquiétude tenace des paysans touchés les uns par la sécheresse, les autres par une détérioration du niveau de leurs revenus. Sans compter que se profilent à l'horizon de difficiles négociations, au sein de la Communauté européenne (PAC) et dans le cadre du GATT, qui risquent de modifier en profondeur les règles qui régissent et rémunèrent l'activité de ce secteur.**

Interview de **LOUIS MERMAZ**

Sénateur de l'Isère

---

**Quand vous prenez vos fonctions de ministre de l'Agriculture, le climat, dans ce secteur, est particulièrement tendu.**

**LOUIS MERMAZ** – C'est vrai. Nous venons de subir une sorte de siège de la part des organisations agricoles à l'occasion des Journées parlementaires de Nantes en septembre 1990. Mais l'ébullition provoquée par le problème posé par l'effondrement des cours de la viande bovine et par la sécheresse qui avait sévi l'été précédent commençait à retomber.

Au milieu de cette agitation, ma nomination a été d'abord accueillie avec surprise par les professionnels concernés. J'étais, pour ces milieux-là, une sorte d'idéologue socialiste. Ils étaient perplexes, ils ne parvenaient pas à interpréter clairement ce que signifiait ce choix. Mais j'ai eu la chance d'être invité presque immédiatement à l'émission La Marche du siècle animée par Jean-Marie Cavada, avec la participation d'agriculteurs du Poitou-Charentes et de mon département, l'Isère, au cours de laquelle j'ai réussi à atténuer leurs craintes et à dépassionner les principaux dossiers qui étaient alors d'actualité. Dans la même période, j'avais commencé à nouer les contacts indispensables avec les différents responsables, en particulier avec le président de la FNSEA, Raymond Lacombe, un homme chaleureux.

Restaient cependant ces deux dossiers que j'avais trouvés en arrivant : celui de la sécheresse et celui de la viande bovine. Comme souvent, les responsables au ministère du Budget rechignaient à débloquer les indemnités et les subventions nécessaires. Je me suis alors adressé par note à François Mitterrand et, dans les semaines suivantes, j'ai obtenu à peu près ce que j'avais demandé pour faire face à ces problèmes. Encore fallait-il craindre que, comme à l'accoutumée, la décision étant prise, les aides annoncées ne parviennent aux intéressés qu'après des délais difficiles à supporter pour les exploitants.

**Dans cette période, les dossiers les plus lourds ne sont pas cantonnés dans le domaine franco-français.**

**LOUIS MERMAZ** – Effectivement, les deux dossiers les plus importants que j'ai eu alors à gérer sont d'une part celui des négociations du GATT, avec la rencontre du Heysel, à Bruxelles, en décembre 1990, d'autre part, au printemps suivant, celui de la réforme de la Politique agricole commune.

**Ce sont deux dossiers à hauts risques susceptibles d'entrer en collision.**

**LOUIS MERMAZ** – Pour la négociation du GATT, je connaissais personnellement le point de vue de François Mitterrand, qui s'était fait une idée très précise de la question lors d'une précédente rencontre avec Reagan. Il ne voulait pas céder aux exigences que formulaient alors les Américains. C'était également la conviction que je m'étais forgée au vu des positions et des intérêts en présence. À l'inverse, le Premier ministre, Michel Rocard, était plutôt disposé à conclure, comme la plupart de nos partenaires européens. J'ai donc conduit cette affaire en liaison avec Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur. Nous avons réussi à repousser les prétentions américaines. Pour l'essentiel, les Américains réclamaient d'importants sacrifices, en particulier aux Français, avec pour objectif de préserver de façon à peu près intacte leur propre système. Au final, il n'y a pas eu d'accord, ce qui valait mieux.

**Dans le même temps, tous les indicateurs montraient qu'une réforme de la Politique agricole commune devenait urgente et indispensable.**

**LOUIS MERMAZ** – L'idée de cette réforme avait été

lancée de façon brutale par le commissaire européen chargé de l'Agriculture, l'Irlandais Mac Sharry, qui avait déclaré publiquement, dès l'automne 1990, qu'il était nécessaire de remettre en cause la politique communautaire et que la Commission allait faire des propositions pour une réforme en conformité avec le GATT. Si des modifications importantes de cette mécanique politique me paraissaient devoir venir sans trop tarder, ma conviction était qu'elle devait surtout s'inscrire dans le meilleur calendrier possible. Ma thèse était qu'il fallait, dans tous les cas, éviter de dérouler le tapis sous les pas des Américains en réalisant cette réforme avant que s'ouvre la négociation du GATT. Nous nous y serions trouvés complètement désarmés.

Au début de l'année 92, le paysage s'était dégagé comme nous le souhaitions. Les discussions sur la Politique agricole commune pouvaient alors commencer. Elles ont été laborieuses. Les différents partenaires abordaient ces questions avec des points de vue sensiblement différents. La Commission avait aussi élaboré un dossier que nous jugions inacceptable. Mac Sharry a d'abord tenté de le faire passer en force et au pas de charge. Il a réussi à provoquer un rejet de la plupart des participants, qui lui ont vite

opposé un front commun. La négociation, nécessairement interminable, a pu prendre alors tournure. L'ambiance était amicale. Le rôle joué par le ministre allemand Kiechle s'est montré des plus utiles. C'était là une manifestation des relations étroites nouées entre François Mitterrand et le chancelier Kohl. Au final, nous sommes parvenus à un accord qui s'approchait autant que possible du mandat « idéal » que je m'étais fixé en venant à Bruxelles. Pour ne citer que les points forts, concernant les céréales, le dossier le plus difficile, nous nous étions arrêtés sur une baisse des prix de 29 % en dix ans, un gel de 15 % des terres arables révisable à la baisse selon les besoins, une utilisation des terres en jachère pour les cultures industrielles. Pour les bovins, nous nous étions entendus sur une suppression de la prime à la vache laitière, une baisse des prix de 15 % en trois ans, un relèvement des primes à la vache allaitante. Avec ce jeu d'équilibre, le revenu agricole était préservé. Les agriculteurs qui, tout au long de cette période, avaient manifesté leurs inquiétudes – la base débordant souvent les responsables syndicaux – ont marqué par la suite leur satisfaction. ■

**Propos recueillis par Jean-François Huchet**

---

## Bruno Daoudal

**G**eorges Bruno Daoudal, dit Bruno Daoudal, que beaucoup de lecteurs de « La Lettre » ont bien connu, est décédé le vendredi 17 décembre dernier. Il avait assisté François Mitterrand lors de son implantation dans la Nièvre. En hommage à sa mémoire, on relira ces quelques lignes que lui consacre Jean Lacouture dans sa biographie : « Délégué à Nevers par le RGR pour soutenir le jeune candidat dont il ignorait jusqu'au nom, Bruno Daoudal garde le souvenir de l'ardeur, de l'acharnement de François Mitterrand, jeté corps et âme dans le combat, sillonnant le pays quinze heures par jour à bord d'une petite Matford dégingluée, infatigable, éloquent, amical aussi : "D'emblée il m'a introduit dans sa famille – le Nivernais n'est pas très éloigné du Mâconnais – comme ses autres compagnons, Pierre Chigot Finifter, le Dr Battendier... Quel esprit d'équipe !..." »

Et on ne sera pas choqué de lire la suite :

« Déjà amoureux de son nouveau terroir, conquis par la Nièvre conquise ? Non, ou pas encore. Bruno Daoudal, dont on a cité les éloges prodigués au candidat, est plus réservé sur le compte de l' élu :

« "Il fallait le presser pour qu'il s'occupe de sa circonscription, qu'il ne visitait guère qu'une fois par mois. Il laissait la bride sur le cou à son homme à tout faire, un nommé Colin. Imprudemment. J'avais connu un candidat acharné. J'ai découvert un élu dilettante. Il a failli le payer d'une défaite, en 1951. C'est alors seulement qu'il s'est passionné pour la Nièvre...". Le fait est que ce dilettante est élu dès 1947 conseiller municipal de Nevers, deux ans plus tard conseiller général du canton de Mont-Sauche, et qu'il devient en 1950 directeur politique du "Courrier de la Nièvre". La mairie de Château-Chinon viendra plus tard. »

Pour la suite, Bruno Daoudal, s'occupe à la demande de François Mitterrand, du RDA, fondé par Félix Houphouët-Boigny. Il fait une longue carrière en Afrique et fut notamment conseiller du président tchadien Tombalbaye. Bruno Daoudal a été longtemps le secrétaire général du Club Espace 89, animé par Maurice Benassayag, devenu ensuite le club Démocratie. ■

**Notre numéro précédent consacré à l'Italie a suscité de nombreux témoignages et autant de réactions. Parmi ces témoignages, Maria Emanuela Veschi et Henri Vidal-Naquet ont entretenu avec François Mitterrand des liens privilégiés à Cortone, qui fut une de ses villes de prédilection**

## Cortone et François Mitterrand

Par **MARIA EMANUELA VESCHI**

Universitaire et juriste à Rome, l'auteure a été maire adjointe à la culture de Cortone.

---

**P**lus que les sujets politiques, mes souvenirs peuvent simplement souligner quelques épisodes pouvant éclairer le personnage de François Mitterrand, faire comprendre sa lucidité et sa parfaite adhésion au présent ; un Mitterrand que j'ai connu à l'époque où j'étais adjointe au maire de Cortone, petite ville de sa Toscane bien-aimée, alors que Mitterrand était maire de Château-Chinon, déjà en route vers la présidence de la République française.

Il venait souvent à Cortone, même à titre privé ; nous étions devenus des amis et il me téléphonait de temps en temps en plaçant mes collaborateurs dans une situation très embarrassante car je leur avais interdit de me passer des communications téléphoniques lorsque j'étais occupée avec des clients (dans l'exercice de mon activité principale de notaire).

Mais qu'advenait-il lorsque Mitterrand était au bout du fil ? Les communications passaient ; elles étaient amicales, simples, comme si, par ce contact avec une personne non-toscane mais intégrée à la Toscane, François Mitterrand pouvait nourrir la lympe qu'il semblait recevoir de la Toscane.

Il était un fin connaisseur de la Toscane comme peu d'autres. Je suppose qu'il était fasciné par son extraordinaire organisation politique (une organisation qui plonge aux sources de l'humanisme toscan et qui s'affirme encore aujourd'hui dans les débats municipaux, populaires et locaux) également associée aux plus merveilleuses expressions artistiques qu'il affectionnait particulièrement. Il connaissait même assez bien la langue italienne ou, tout au moins, il la comprenait presque parfaitement ; mais je ne l'ai jamais entendu parler en italien ; probablement parce qu'il ne voulait pas risquer de faire une erreur pouvant être perçue comme un signe de faiblesse ; mais je crois plutôt qu'il

préférait que sa compréhension de l'italien fût ignorée par ses interlocuteurs, ce qui lui permettait d'anticiper les traductions officielles en saisissant la signification particulière de chaque détail et des nuances.

L'entrevue avec Sergio Segre, porteur d'une alliance qui devait voir le jour à l'occasion de l'importante rencontre avec Enrico Berlinguer, considérée comme une entrevue prodrome d'une gauche éclairée et alliée au-dessus des symboles de chaque parti, a déjà fait l'objet d'un grand nombre d'écrits et de publications.

En effet, une réunion politique très importante avait été organisée ; Mitterrand et Berlinguer, le secrétaire du Parti communiste italien, devaient en être les interlocuteurs privilégiés. Mais des raisons subtiles ont conduit à suggérer une entrevue préliminaire avec le responsable des Affaires étrangères du PCI de cette époque, Sergio Segre ; une entrevue privée, mais très politique, qui court-circuitait le nouveau secrétaire fraîchement élu du Parti socialiste italien, Bettino Craxi. Craxi, informé par hasard, comprit immédiatement de quoi il retournait et il annonça donc sa visite éclair à Cortone, pour rendre hommage au nouveau secrétaire du PS français. Tout cela a déjà été écrit et je ne pourrais rien ajouter d'autre, outre le souvenir de la tension électrique provoquée par cette rencontre avec Craxi, en retard à cause de problèmes de circulation sur l'autoroute, et celui de l'ironie glaciale de Mitterrand : « Je l'avais prévenu ; il n'est pas là (Craxi) ; allons voir l'exposition, du palais Casali ». Je l'accompagnais donc à cette exposition, qu'il visita très minutieusement et avec une grande attention. Il paraissait entièrement absorbé, et il l'était probablement, par l'appréciation des œuvres exposées ; rien ne lui semblait plus important ; ses questions étaient pertinentes et il était parfaitement concentré. Jusqu'au moment où arriva Craxi, le secrétaire du PSI ; alors Mitterrand consacra autant de soin et d'attention à son entretien avec Craxi.

Tout cela se passait peu de temps avant les élections présidentielles françaises. Mitterrand représentait, en tant que candidat officiel du PS et par conséquent de

la Gauche française, un grand pari : un pari français, bien évidemment, mais aussi un pari européen et un pari de toutes les Gauches « de bonne volonté ».

La municipalité de Cortone, certainement impressionnée par la personnalité de Mitterrand mais surtout par son projet politique, décida d'envoyer une délégation de soutien. La municipalité de Cortone était dirigée, depuis 1948 et par conséquent en 1981, par un conseil municipal de gauche (PCI et PSI) et par un maire PCI, lequel décida de participer activement à la campagne électorale de Mitterrand avec une délégation officielle. Le conseil municipal en informa normalement la direction du Parti, auquel adhéraient naturellement le maire, c'est-à-dire le PCI, qui donna une réponse négative car Marchais, secrétaire général du PCF, participait aux élections ; il ne fallait donc pas modifier les rapports de forces existants.

Mais la municipalité de Cortone avait déjà annoncé l'envoi d'une délégation. Que fallait-il faire ? Comme d'habitude, une médiation acceptable fut engagée ; en qualité d'adjointe au maire, j'étais, comme je le suis encore et je le serai toujours, une candidate indépendante élue par le PCI, mais non inscrite au parti. En quelque sorte, la personne la mieux indiquée pour représenter une ville sans altérer les rapports de forces politiques.

Il fut donc décidé que l'adjointe au maire devait représenter la Ville sans représenter officiellement le Parti, lequel doit tout de même soutenir Marchais. La direction du PCI, qui tenait beaucoup à aider Mitterrand mais sans vouloir officialiser son intervention, donna son accord.

Ainsi commença une aventure d'au moins quarante-huit heures de veille, pour conduire officiellement une délégation de trois personnes : l'adjointe au maire, c'est-à-dire moi-même, indépendante mais radicalement et franchement de gauche et ancienne vraie amie de François Mitterrand, Ivo Veltroni, représentant actif du PSI et déjà membre de la Junte communale, Ilio Pasqui, assesseur en exercice, membre du PCI.

Étant partis au lever du jour, nous voilà arrivés au siège parisien du PS, où on ne pouvait évidemment pas s'occuper de nous pendant les temps morts du fait de la grande tension qui régnait à ce moment-là ; on se montrait courtois et un peu gênés à notre égard, mais surtout courtois. Nous partons en groupe dans un des deux avions qui devaient accompagner Mitterrand jusqu'à Toulouse pour la dernière manifestation électorale. Notre délégation de Cortone était dans le deuxième avion, alors que Mitterrand était dans le premier. À notre grande déception aucune rencontre avec Mitterrand n'avait été prévue pour nous.

Je passe les détails de l'arrêt intermédiaire pour parler directement de Toulouse où nous sommes entrés dans un étrange stade archi plein. On avait l'impression d'assister à une rencontre sportive : les écrans géants, utilisés habituellement pour répercuter

les résultats des parties de football, retransmettaient les promesses du président sortant, Giscard d'Estaing, et les résultats effectifs chiffrés afférent au domaine social, très différents de ces promesses, défilaient en surimpression : tant de postes de travail promis : tant de chômage ; tant d'augmentation du PIB promise : tant de réduction etc. ; à chaque image, le public explosait, bien plus qu'à une corrida. On assista ensuite à une série d'interventions qui, je l'avoue, servaient surtout de remplissage en attendant l'arrivée de Mitterrand, qui était évidemment en train de dîner et, j'en suis sûre, était très attentif aux plats, aux interlocuteurs et aux circonstances, exactement avec la même attention et la même observation pointilleuse qu'il avait manifestées à l'exposition de Cortone.

Puis, François Mitterrand arriva dans le stade et ce fut le silence, un lourd et profond silence.

Il fit un discours que l'on peut qualifier d'« historique ». Ponctuel, attentif, politique, de l'envergure d'un grand homme politique. Il évoqua les problèmes du monde avant ceux de la France, puis les problèmes de la France confrontés à ceux du monde. C'était un discours d'un grand homme d'État, bon pour le XVIII<sup>e</sup> siècle avec sa grande évocation de la Révolution, bon pour la fin du XX<sup>e</sup> siècle, bon pour les prévisions dramatiques de l'an 2000. Tout ça aussi a déjà été écrit et publié.

Pourquoi j'en reparle ? Simplement pour un charmant petit détail.

L'épuisement de notre délégation étrangère affamée et manquant de sommeil inspira de la compassion ; ainsi nous fûmes embarqués dans le premier avion en partance, celui de François Mitterrand, qui, comme tous les bons dirigeants politiques, vint saluer ceux qui étaient du voyage.

Nous nous connaissions bien, car, comme je l'ai déjà évoqué, il me téléphonait souvent à Cortone sur un ton affectueux et courtois ; nous avions aussi souvent dîné ensemble à Cortone et à Paris. Il aimait Cortone et moi je représentais Cortone, un coin de sa Toscane inspiratrice. Il était donc tout à fait naturel qu'il s'arrête pour parler avec moi. Je lui présentais donc très sincèrement mes félicitations pour son discours de Toulouse, que je considérais comme une grande intervention historique. Il me regarda en souriant et sortit de sa poche un bout de papier de cinq par six centimètres à peine, sur lequel figuraient quatre lignes de notes seulement, en me disant : « Voici le fond de mon discours. » Je lui répondis en souriant également : « D'accord, mais combien de fois l'avez-vous répété ? » Il se mit à rire, car il connaissait mes réactions spontanées, même dans des situations officielles.

Notre joute verbale s'étant terminée à égalité de points, je lui confirmais que j'étais heureuse d'avoir écouté un discours que je considérais à la hauteur des plus grandes interventions politiques du XVIII<sup>e</sup> siècle et au-delà ; ce que je pense encore. Mais comme je ne suis pas formaliste, je me permettais de dépasser la

mesure en me risquant de lui demander très calmement, comme à un vieil ami : « Étant donné que votre élection à la présidence de la République française est très importante non seulement pour la France mais aussi pour toute la Gauche européenne, quelles sont, à votre avis, vos probabilités de succès ? »

À ce moment-là, nous nous rendîmes compte tous les deux (où tout du moins, je me rendis compte, car je considère qu'une intelligence et une attention comparables à celles de François Mitterrand ne pouvait en laisser échapper aucun détail anticipé) que tous les passagers de l'avion, comprenant l'équipe présidentielle et les journalistes, écoutaient très silencieusement et attentivement ce que nous disions ; personne ne savait qui j'étais, et le fait que le Président en personne se fût arrêté pour parler avec moi si longtemps engendrait une certaine curiosité.

En l'espace d'un instant, François Mitterrand évalua tranquillement la situation et, sachant que la réponse devait être perçue par tous ceux qui avaient entendu ma question impertinente, il me répondit : « Cette fois, en France, il y a des grandes probabilités. » Il a bien

dit « en France », je m'en souviens très bien, et il n'a pas dit « pour moi ».

Après nous être salués, le futur président continua sa tournée de salutations. Un enfant, ou plutôt un jeune homme, assis à côté de moi me regardait attentivement ; il avait entendu la réponse et en était très troublé ; il me demanda qui j'étais, comment se faisait-il que j'étais là et il déclara, à la fois déçu et enthousiaste : « C'est incroyable. Je suis au secrétariat du futur président et c'est la première fois que Mitterrand admet qu'il y a des probabilités de succès, ce qu'il ne nous a jamais dit explicitement, mais il a toujours dit qu'il fallait seulement travailler beaucoup. » Puis le jeune homme continuait à répéter : « C'est incroyable. »

Le retour fut donc un autre tour de force. Mais ça en valait la peine.

J'étais donc devenue, par hasard ou sans rapport de cause à effet (chez Mitterrand, le hasard était exclu du fait de la lucidité de ses prévisions politiques), un moyen de communication permettant enfin de reconnaître la possibilité d'élire en France, comme cela s'est avéré par la suite, un Président socialiste. ■

---

## Par HENRI VIDAL-NAQUET

Ancien diplomate et homme de culture, l'auteur vit à Cortone depuis de nombreuses années.

---

### Maire de Château-Chinon

La ville de Château-Chinon, fief de François Mitterrand, s'était jumelée en 1963 avec Cortone. Ayant acheté, à cette époque, une vieille ferme délabrée dans les collines avoisinantes et ayant été amené à Cortone par Umberto Marro, vieil aristocrate libéral et intellectuel distingué, je fus mêlé aux différentes manifestations qui célébraient ce jumelage.

La première fois, ce fut à l'occasion d'un échange folklorique entre les deux cités, mais sans la participation de Mitterrand, qui n'était pas encore premier secrétaire du Parti socialiste. C'était pendant les fortes chaleurs de l'été et un spectacle avait été organisé en plein air, dans l'arène installée à l'orée du parc public. Voulant témoigner ma bonne volonté de citoyen français, je pris donc place avec des amis sur les gradins de pierre. La première partie fut consacrée aux danses folkloriques italiennes. Des jeunes gens, filles et garçons, dans l'ensemble beaux et souriants, virevoltèrent avec grâce au son des tarentelles et autres danses locales, et se produirent en un spectacle gracieux et gai.

La deuxième partie fut réservée aux châteaux chinonnais. Hélas ! la moyenne d'âge était de soixante ans et les danseurs étaient recouverts de vieux costumes de musée, qui, à chaque saut, produisaient des nuages de poussière et de naphthaline. Les instruments qui gémissaient étaient des vieilles vielles, qui accompagnaient tristement les danses des sabots de bois. Je n'étais pas très fier de mes concitoyens, auxquels, malgré tout, les Cortonnais firent bon accueil.

### Premier secrétaire du Parti socialiste

Quelque temps plus tard, François Mitterrand, étant alors devenu le chef du Parti socialiste, vint pour un week-end à Cortone. Il habitait chez le comte Morra, et un rendez-vous avait été arrangé dans la villa avec quelques notables italiens, dont Bettino Craxi, président également du Parti socialiste italien, futur Premier ministre, et quelques autres notables de gauche italiens.

J'étais invité à les rejoindre avant de participer au dîner offert par le maire dans un restaurant de la ville. J'avais à l'époque une petite Jeep verte, avec laquelle je me présentai à la villa. Je fus immédiatement entouré de carabiniers et de policiers, qui, me prenant pour un touriste, ne me lâchèrent que lorsque Mario, le majordome, leur assura que j'étais bien invité à rejoindre le groupe des personnalités... dans la cuisine, où ils étaient en train de regarder les nouvelles à la télévision.

Puis nous montâmes à Cortone pour participer au banquet offert par le maire. Comme il y avait une délégation de Château-Chinon, je crus bien faire en me présentant à mes concitoyens en vue de partager une table avec eux. Mais, devant leur peu d'intérêt marqué pour ce Français qui habitait « l'étranger », je rejoignis la table principale et me retrouvai près de Mitterrand.

Le dîner fut très long, abondant et ponctué à la fin de discours et d'échanges de dons. Cortone offrit au maire de Château-Chinon des livres d'art et quelques belles reproductions de tableaux.

À son tour Mitterrand présenta son cadeau. Il s'agissait, expliqua-t-il en français, d'une spécialité de Château-Chinon, à savoir une poupée automate. L'interprète italien qui n'avait pas saisi de quoi il s'agissait crut devoir expliquer que c'était « une tomate », en italien « pomodoro », qui avait été spécialement apportée par le maire de Château-Chinon. Quelques sourires furent ébauchés et je demandai à Mitterrand si on devait rectifier, mais il me dit de n'en rien faire.

Puis on introduisit l'objet, qui était, en fait, une très jolie poupée à crinolines, et qui, de plus, relâchait des bulles de savon. Tout se termina fort bien et, lorsque je le raccompagnai à sa voiture, le futur président de la République me complimenta sur le choix que j'avais fait de vivre dans cette belle Toscane.

## Président de la République

Une autre fois, j'organisai à Paris une réunion ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation. La réunion se tenait au Palais de l'Unesco et fut ouverte par le président de la République, François Mitterrand. Après l'ouverture de la séance officielle, je le raccompagnai à sa voiture, et, en lui parlant de Cortone, je lui dis qu'il y avait une très belle exposition sur les Étrusques qui allait s'ouvrir sous peu dans le musée de la ville. Cela ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd puisqu'il s'y rendit le week-end suivant.

Avant de se représenter en 1987 à la présidence, il eut l'occasion de se rendre à Cortone. Cette fois je fus chargé par l'une de ses amies, Annie Cohen-Solal, de lui trouver une demeure car il venait en visite privée. Je demandai au comte Franz Passerini, notable local, de bien vouloir accepter de le loger dans sa villa de Pergo, demeure historique qui avait vu passer les troupes napoléoniennes. J'avais demandé, au départ, s'il venait avec une grande suite. On m'avait répondu, seulement avec huit hommes du GIGN, ou sa garde rapprochée.

Les autorités locales ayant été prévenues, nous attendions son arrivée en fin de soirée dans le beau parc de la villa où était prévu pour le soir un petit dîner de huit personnes. Son avion militaire s'était posé à l'aéroport de Grosseto et nous étions avertis par radio de son approche. À sa descente de voiture, il semblait furieux contre Michel Rocard, qui, juste avant son

départ, lui avait annoncé son intention de se présenter à son tour à la présidence de la République.

Pendant le dîner, nous parlâmes évidemment d'autres choses. En particulier de la Chine. Il rappela qu'il avait eu l'occasion par deux fois d'être reçu par le président chinois. La première fois, en tant que Premier secrétaire du Parti socialiste, puis, la deuxième fois, en tant que président de la République. Cette fois-ci, il s'étonnait d'avoir été placé à la gauche du président chinois, alors que, la fois précédente, il avait été bien installé à sa droite. La conversation terminée, le président chinois, l'air malicieux, lui dit à travers son interprète : « Vous vous demandiez certainement pourquoi vous étiez ainsi placé, mais, rassurez-vous ce n'était pas pour être désobligeant, mais, étant sourd de l'oreille droite, je suis plus à l'aise si mes invités se trouvent sur ma gauche. »

Le lendemain, alors que nous nous promenions dans les rues de Cortone, il raconta que, lors d'une de ses visites précédentes, au cours d'une fête populaire, on lui demanda de tirer à l'arc. Une cible avait été installée sur la place et le président devait tirer la première flèche. N'ayant jamais auparavant utilisé cette arme il ferma les yeux de peur, tendit son arc et, murmurant une prière, laissa partir sa flèche, qui alla se planter tout droit dans... la cible. Il expliqua ce miracle par le fait que la cible était installée sur la porte de la banque locale et qu'il avait tiré... droit sur le capital.

Dans la rue, on rencontra aussi un vieux touriste français, qui se précipita sur le Président en lui disant : « Cela fait trente ans que je suis socialiste. » Ce à quoi Mitterrand lui répondit : « Très bien monsieur, cela fait beaucoup plus longtemps que moi. » Il s'offrit même un chapeau de paille d'Italie, qu'il repassa quelques minutes plus tard à l'un de ses gardes du corps.

Quelques mois avant sa disparition, le maire de Cortone, Ilio Pasqui, me demanda de l'accompagner au palais de l'Élysée avec une petite délégation de la ville pour faire ses adieux au président, qui, dans le cadre du jumelage de Château-Chinon et de Cortone, avait marqué pendant plus de trente ans son affection pour cette petite ville de Toscane.

Le président nous reçut très aimablement et après les discours d'usage, s'entretint avec tout un chacun autour d'un buffet et d'une coupe de champagne.

Lorsque François Mitterrand mourut, peu de temps après, le maire de Cortone voulut se rendre aux obsèques, mais hésitait entre les cérémonies qui devaient se tenir à Notre-Dame, à Paris, et celles de Jarnac. Il me téléphona dans la nuit et je lui conseillai d'aller plutôt à Château-Chinon, où il serait reconnu et sa présence appréciée, alors qu'à Paris il serait perdu au milieu des chefs d'État et autres dignitaires internationaux. Il suivit mon conseil et je pus ainsi le voir à la télévision, une rose à la main, dans le château chinonnais. La ville de Cortone prit le deuil et donna le nom de l'ancien président à une partie du parterre où il aimait se promener. ■

## 1983 : affronter la crise

**François Stasse fut conseiller économique du président François Mitterrand de 1981 à 1984. Il revient sur cette période où des choix décisifs pour l'Europe ont été faits.**

Interview de **FRANÇOIS STASSE**

---

***Quel rôle l'Europe a-t-elle joué dans les choix économiques de la période 1982-1983 et notamment lors de la crise de mars 1983 ?***

**FRANÇOIS STASSE** – Pour comprendre la séquence 1982-1983, il faut d'abord rappeler que les choix économiques de 1981 ont obéi à une logique de politique intérieure. Il s'agissait, notamment par une forte revalorisation du pouvoir d'achat des ménages à faibles revenus, de montrer que la Gauche accomplissait sa tâche historique et, au passage, de prouver aux électeurs communistes qu'ils avaient eu raison de faire confiance à un président socialiste.

Le problème est venu de ce que cette stratégie politique a été mise en œuvre à un moment défavorable. En effet, le début des années 80 a été marqué par un fort ralentissement de la croissance dans l'ensemble du monde occidental, notamment en Allemagne, notre principal partenaire commercial. La conséquence de ce différentiel de conjoncture entre une demande française dynamique et une tendance dépressive en Europe et aux États-Unis était inéluctable. Nos exportations ont chuté, tandis que les importations de biens étrangers ont explosé. Le déficit de notre commerce s'est très vite creusé, ce qui n'a pas tardé à mettre en péril la stabilité de notre monnaie.

C'est à partir de ce moment-là seulement que l'ancrage européen de la France a été d'un poids certain. D'abord parce que, tant que nous restions membres du SME (Système monétaire européen), nous étions tenus à une certaine discipline de nos comptes publics, et nos partenaires ne manquaient pas de nous le faire observer, parfois avec vigueur. Cette rude franchise était normale puisque le principe même du SME était que, lorsqu'un des membres était en difficulté, les autres venaient à son secours en lui prêtant l'argent dont il avait besoin pour financer ses déficits. L'autre

raison de l'importance du choix européen est que le président Mitterrand y tenait beaucoup. C'était un engagement très ancien chez lui, et qui reposait sur des motifs historiques, politiques et culturels profonds.

***Les partisans de « l'autre politique », comme on disait alors (décrochage du franc par rapport au SME), ont-ils eu vraiment une chance de l'emporter ?***

**FRANÇOIS STASSE** – Oui, le président a longuement réfléchi à cette question. Et ce, à mon avis, pour au moins trois raisons. La première est que, comme tout chef d'État sans doute, il n'aimait pas les contraires. L'idée de ne pas pouvoir mener la politique économique et sociale qu'il souhaitait parce qu'elle était incompatible avec les disciplines européennes auxquelles nous avions souscrit le contrariait vivement. Deuxièmement, il n'avait pas une grande confiance dans les raisonnements économiques. Je suis bien placé pour savoir que, lorsque l'on tenait à lui démontrer, au sens scientifique de ce mot, qu'une sortie du franc du SME aurait un certain nombre de conséquences graves pour l'économie française, il était dubitatif. Il pensait que les facteurs politiques étaient d'un poids supérieur à la raison économique. Enfin, je crois qu'il était lucide sur le fait que le choix de maintenir l'ancrage européen de la France conduirait à modifier le cap économique arrêté en 1981. En sa qualité de stratège de l'Union de la Gauche, qui l'avait porté au pouvoir, il ne pouvait pas être insensible à cet aspect du problème. Il était évident que ce qu'on a appelé le « tournant de la rigueur » en mars 1983 n'était pas la poursuite de la même politique sous une autre forme, contrairement à ce que le discours officiel a dit, mais un véritable tournant.

Cela étant, le Président a quand même choisi l'option européenne. Je pense que la perspective d'une France isolée en Europe lui était insupportable au moment même où la menace soviétique continuait d'exiger la solidarité franco-allemande dont il a fait preuve lors de son fameux discours au Bundestag. J'ajoute, malgré ce que je viens de dire sur sa réticence à l'égard de toute science économique, que je ne crois pas que les partisans de l'« autre politique » aient réussi à le convaincre que cette option lui laisserait les mains plus libres pour atteindre les objectifs économiques et sociaux du programme de 1981. Pour ma part, j'étais convaincu du contraire, et me suis efforcé de lui expliquer qu'une telle « autre politique » susciterait immédiatement un

mouvement radical, de défiance de l'ensemble de nos partenaires étrangers avec pour conséquences l'effondrement de notre monnaie, la fuite des capitaux et la nécessité, à terme, d'un changement de cap encore plus rigoureux que celui intervenu en mars 1983.

***Quels sont les acteurs qui ont joué le rôle le plus déterminant parmi les ministres, les conseillers ou les amis politiques ?***

**FRANÇOIS STASSE** – C'est un épisode qui a été bien évoqué par plusieurs ouvrages, notamment « La Décennie Mitterrand », de Favier et Martin-Rolland. Je n'ai donc rien à ajouter sur le rôle déterminant du Premier ministre, Pierre Mauroy, qui, au moment du choix crucial, a dit au Président que, si l'« autre politique » était mise en œuvre, ce serait sans lui. Compte tenu du lien personnel qui unissait Mitterrand et Mauroy, la détermination de ce dernier était essentielle. La conversion de la gauche française à la modernité économique doit beaucoup au courage de cet homme de la France industrielle du Nord. Ses racines sociologiques auraient pu le conduire à des réflexes protectionnistes, ce qui aurait précipité le déclin de la France et de la Gauche. Il n'a pas cédé aux premiers vents du souverainisme. Si le Parti socialiste est aujourd'hui la seule force d'alternance sur l'échiquier politique français, comme ses homologues le sont dans toutes les autres grandes démocraties, c'est en bonne part à la clairvoyance de Pierre Mauroy en cette circonstance qu'il le doit.

Il faut citer aussi, bien sûr, le combat opiniâtre du ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, qui a défendu avec toute sa compétence l'opinion de Pierre Mendès-France qu'un grand pays ne peut pas avoir des comptes qui s'abandonnent. Il était dans une position difficile, d'abord parce que tous les ministres se liguent toujours contre celui qui tient les cordons de la bourse, ensuite parce qu'ayant combattu Rocard au congrès socialiste de Metz en 1979, il était censé soutenir la ligne majoritaire du PS qui avait accouché du programme économique inadapté de 1981. Mais il savait bien que, sur le plan des choix économiques à opérer, c'est Rocard qui, dès le début, avait raison. Delors a donc, dès que cela a été politiquement possible, c'est-à-dire à l'automne 1981, plaidé pour une politique économique plus rigoureuse. C'est cette politique qui sera définitivement actée en mars 1983.

Ces deux hauts responsables politiques se sont appuyés sur le travail de plusieurs conseillers de grande qualité, qu'il est impossible de citer tous ici. Je soulignerai seulement, auprès du Premier ministre, l'influence de Jean Peyrelevade, Henri Guillaume, Daniel Lebègue et Hervé Hannoun, ainsi que de celle, auprès du ministre de l'Économie et des Finances, de

Philippe Lagayette, Pascal Lamy, Isabelle Bouillot et Jérôme Vignon. Il faudrait aussi citer le rôle de Laurent Fabius, jeune ministre du Budget, qui avait, on le sait, l'oreille du Président, ainsi que celui de ses conseillers, Louis Schweitzer et Patrick Ponsolle. Le travail de toutes ces équipes a pesé dans la balance, notamment parce qu'ils étaient tous du même côté de la frontière qui séparait l'« autre politique » de celle qui a été choisie en mars 1983. Il faut dire que c'était également le cas des conseillers économiques du Président, qui, à l'exception d'Alain Boubilil, conseiller pour les questions industrielles, étaient tous partisans de ce que l'on a appelé la « politique de rigueur ». Il s'agissait de Christian Sautter, secrétaire général adjoint de l'Élysée, Élisabeth Guigou, conseillère pour les questions économiques internationales, et de moi-même. Notre point de vue était partagé par les deux plus proches collaborateurs du Président, Jean-Louis Bianco, secrétaire général, et Jacques Attali, conseiller spécial. Je pense que le fait que ses principaux conseillers dans ce domaine aient plaidé pour la même orientation a été d'une certaine importance.

Parmi les partisans de l'« autre politique », je crois que celui que le Président a le plus écouté fut Jean Riboud. C'était un chef d'entreprise qui avait magnifiquement réussi, en France comme sur les marchés internationaux. Il disait que ce qui fait gagner une entreprise comme un pays, c'est la compétence, l'imagination et le talent de ses cadres et de ses ingénieurs et non pas des concepts économiques abstraits. Par caractère et par intuition politique, François Mitterrand était plus proche de cette manière simple et humaine de voir l'économie que de ce que moi-même ou d'autres pouvions lui dire, et qu'il considérait sans doute comme une vision trop technocratique des choses. Néanmoins, pour des raisons que j'ai indiquées, il n'a pas suivi les conseils de son ami Jean Riboud, qui étaient partagés par bien d'autres.

***Quels souvenirs personnels gardez-vous de cette période où vous étiez conseiller économique de François Mitterrand ?***

**FRANÇOIS STASSE** – Un livre ne serait pas de trop pour répondre à cette question ! Je me limite donc ici à deux touches de couleur. S'agissant du travail à l'Élysée, je garde le souvenir d'une équipe jeune (nombre d'entre nous avions à peine trente ans), et travaillant dans un climat sympathique, même lorsqu'il y avait des désaccords. S'agissant du fond des choses, j'étais pour ma part obsédé par l'échec économique du Front populaire et, dans une période plus récente, par celui de l'Unité populaire du président Allende au Chili. Je voulais éviter à tout prix que la Gauche commette des erreurs économiques qui lui recolleraient à la peau une image d'incompétence dont elle mettrait encore un demi-siècle à se remettre. ■

## ❖ Bonnes feuilles

Extrait de *Mitterrand, une histoire de Français*

JEAN LACOUTURE

Seuil

« **L**e voilà plus que jamais au centre de la constellation. Et c'est à ce titre que de Gaulle lui confie, quelques semaines avant la fin des hostilités, l'une des missions les plus poignantes de sa vie.

« Les troupes alliées libérant un à un les camps de concentration, le chef du gouvernement tient à ce qu'un Français soit présent aux côtés du général américain Lewis, chargé de l'opération. Il désigne Mitterrand<sup>1</sup>, qui a évoqué ainsi, dans les *Mémoires interrompus*, la visite, le 29 avril 1945, des camps de Landsberg et de Dachau :

“Ce que nous avons vu était pire que tout, inconcevable, hallucinant [...]. À Landsberg, pas un seul survivant. Des corps brûlés par milliers au lance-flammes [...]. À Dachau, la mort partout, les pendus, les gazés, les fours crématoires, les fusillés [...]. Une épidémie de typhus ajoutait au tourment des survivants [...].”

“C'est à Dachau que, par un hasard providentiel, j'ai retrouvé Robert Antelme, qui avait été arrêté le 1<sup>er</sup> juin 1944 avec d'autres camarades de notre mouvement et déporté ensuite. Il était si mal qu'on l'avait déjà jeté dans le carré des morts. Comme nous enjambions les corps, me voyant passer, il a murmuré mon nom, mon prénom plutôt. Pierre Bugeaud, qui était avec moi, l'a entendu et s'est penché vers moi pour me dire : Je crois qu'on vous appelle.”

« Je n'ai pu obtenir du général Lewis de le ramener le soir même dans notre avion à cause de l'épidémie de typhus. Rentré à Paris dans la nuit, j'ai aussitôt dépêché Dionys Mascolo, Jacques Bénét et Georges Beauchamp [qui] sautèrent dans une voiture et atteignirent Dachau à marche forcée. Ils trouvèrent Antelme à l'endroit indiqué. Il vivait encore. Ils l'habillèrent en GI et le portèrent comme s'il s'agissait d'un homme ivre [...]. À Strasbourg, ils le crurent mort [...]. Il était comme un pantin cassé quand ils franchirent la porte du 5 de la rue Saint-Benoit, où sa femme Marguerite et moi les attendions. Les médecins déjà sur place estimèrent qu'il n'y avait pas d'espoir

de le sauver [...]. Il se rétablit, et on lui doit l'un des plus beaux livres sur la déportation, *L'Espèce humaine*.»

« On ne saurait mesurer mieux l'attachement qu'il porte alors au couple formé par Marguerite et Robert le rescapé qu'en lisant la lettre qu'il leur adresse le 27 août 1945 :

*Le 27 août 1945*

*Chers amis,*

*La carte que m'a envoyée Marguerite Duras me fait rêver. Ce Saint-Tropez, est-ce donc quatre maisons près d'un lac ? Toutes ces maisons aux yeux bêtes qui me cernent dans ce Paris insupportable du mois d'août m'obligent à ne plus aimer que le silence et l'air libre. C'est peut-être pourquoi j'irai avec tant de plaisir à Annecy le 16 septembre. Y serez-vous encore ? Si oui, j'irai jusqu'à chez vous et ce sera pour une bonne part l'agrément de mon voyage.*

*J'ai bien circulé ces temps derniers du côté des Pyrénées mais sitôt franchies les premières baraques de la ceinture le souvenir même des vraies, couleurs de l'été s'envole.*

*Actuellement je suis seul ici, Danielle et Pascal<sup>2</sup> sont en Bourgogne. Mes pas sont partagés entre Bernard<sup>3</sup> et Patrice<sup>4</sup>. André Bettencourt, Rodain, Saurel. Tout le reste a disparu dans la sécheresse qui a brûlé jusqu'à nos moissons.*

*L'ennui, c'est que tout le monde danse et tout le temps. Le peuple-roi rigole tant qu'il peut et ripaille. Anniversaire sur anniversaire. Libération sur Libération. On décore machinalement. On pétarade de feux d'artifice. Les flics sont à l'honneur. Tout homme honnête sait bien qu'ils furent des héros.*

*Tout cela n'est guère sérieux et le plaisir finit par s'épuiser. Thorez peut bien discourir sur la Production, la Révolution se fera en chantant et non par le Travail.*

*Si Robert est trop flemmard, Marguerite aura-t-elle le courage de m'écrire ? Je l'y engage fortement et j'attends de vos nouvelles. On m'y dira encore qu'il a engraisé, ce Robert aux 35 kilos de supplément. Tant mieux, et qu'il retrouve vite ses allures de bénédictin qui connaît le péché.*

*Je vous embrasse.*

*François Mitterrand »*

1. Ce qui donne à penser que leurs relations n'étaient pas exécrables.

2. Qui va mourir quelques semaines plus tard.

3. Finifter.

4. Pelat.

© Editions Seuil, 1998.

Extrait de *La Paille et le Grain*

**FRANÇOIS MITTERRAND**

Flammarion

**Vendredi 2 novembre**

« **B**enoîte et moi nous jardinons. Avec Paul, son mari, notre ami, elle passe deux jours à Latche, en renfort. Confessons-le, mes plantations de l'an dernier m'invitaient à l'humilité. Rien à dire sur les dahlias, cosmos, marguerites et zinnias qui n'ont besoin que d'amitié, mais l'aster nain est tellement nain qu'il a disparu de ma vue, le cassis reste stérile, ne parlons pas des capucines dévorées par les pucerons et le figuier n'a produit qu'une feuille que j'ai ramassée le matin du 15 août. Tandis que les deux jardins de Benoîte, le provençal et le breton, quel triomphe ! Pour ma défense, je pourrais incriminer le soleil ou la pluie dont l'alternance tout à fait anarchique a dérangé bien des projets. Mais les fleurs de mon voisin, de l'autre côté de la clairière, sont si belles que je dois renoncer à prétendre que les embruns du golfe de Gascogne n'ont noyé que mes plates-bandes. (...) »

« L'après-midi, conseil de guerre. À son ordre du jour : la production de mes arbres fruitiers. J'ai récolté cette année un quarteron de pommes et des poires, pour mémoire. De cerises, de pêches, de prunes, de brugnons, point. On tombe d'accord : la difficulté est de localiser l'ennemi. Le cantonnier, qui s'intéresse à mes travaux, accuse le vent d'ouest, le vent salé. J'aurais, selon lui, implanté le verger (vingt arbres) au plus mauvais endroit possible, là où se glisse par l'échancrure des collines le courant d'air malin. Le pépiniériste prêche la patience et réserve son jugement, dit que mes arbres sont trop jeunes et qu'il faut attendre que les racines atteignent la nappe phréatique. Félix, l'Espagnol, penche pour les parasites et recommande l'insecticide. Le voisin, qui est à la fois cultivateur et

charpentier, n'a que deux mots à la bouche : les bouvreuils. On se range à son avis bien que le pépiniériste fasse observer que les bouvreuils n'ayant de goût que pour la fleur de pêcher et la fleur de prunier, la question reste à moitié sans réponse. Je les ai vus, au début du printemps, ces jolis voleurs au ventre rouge, s'abattre sur la lande et décortiquer les bourgeons. Après quoi ils frottaient leur gros bec conique pour le nettoyer de la gomme et sifflaient de contentement. Je sais où ils habitent, derrière la maison, à la lisière de la forêt. Ils fabriquent leur nid avec de petites branches qu'ils garnissent de mousse et de lichen. (...) »

« La journée passe ainsi. Reste à composer le terreau. Benoîte procède à de savants mélanges qu'elle apprête comme elle le ferait d'une sauce (les gourmets qu'elle reçoit à sa table savent de quoi je parle). Non seulement les plants s'y nourriront d'éléments plus riches que n'en possède le sable, mais encore le terreau maintiendra le taux d'humidité nécessaire à l'imprégnation des oignons et des radicules. Planter est une cérémonie. Benoîte dispose et moi j'arrose. Un à trois litres par spécimen. L'eau de la maison sent le fer et, à moins de cent mètres, celle de l'atelier sent le soufre. La ronce pousse ici, mais pas là. Le pin refuse de grandir sur ce versant alors qu'il prospère sur l'autre. L'épais tapis de fougères qui couvre le sous-bois de la dune s'arrête à la frontière du baradeau tandis qu'une herbe haute et pauvre envahit la parcelle voisine. Allez vous y reconnaître ! L'expérience seule est reine qui apprend à connaître la nature des eaux et le régime des vents. Penché sur une graine, le visage lisse de Benoîte a dix mille ans.

« Quand nous rentrons, Paul, songeur, me ramène aux tourments conjugués de la littérature et de la politique : "Vous avez écrit quelque part, me dit-il, que baragot et baragouin seraient de même origine. Erreur. Baragouin, c'est le pain (Bara) et le vin (Gwin) que réclamaient les soldats bretons de l'armée du Mans en 1871. Personne ne les comprenait. Cela n'a guère changé." » ■

© Editions Flammarion, 1975.

## ABONNEZ-VOUS À LA LETTRE DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND (4 numéros par an)

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Téléphone..... Courriel.....

Abonnement 1 an 20 euros (chèque à l'ordre de l'Institut François Mitterrand)

Date..... Signature.....

Aux adhérents des amis de l'Institut

## ADHÉSIONS 2005

Chères amies, chers amis,

Le début de l'année est la période habituelle pour le renouvellement des adhésions.

Vous trouverez ci-dessous le bulletin adéquat, **remplaçant le formulaire qui vous était adressé les années précédentes en courrier séparé.**

Pour recevoir votre carte 2005 courant avril, merci de bien vouloir nous renvoyer ce formulaire dûment rempli avant la fin mars.

Très chaleureusement à tous, et à bientôt.

**Stéphane Chomant**  
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

*La Lettre* est éditée  
par l'Institut François Mitterrand  
dont le siège est :  
10, rue Charlot – 75003 Paris  
Tél. : 01 44 54 53 93  
Fax : 01 44 54 53 99

Courriel : [ifm@mitterrand.org](mailto:ifm@mitterrand.org)  
Site : [www.mitterrand.org](http://www.mitterrand.org)

REVUE TRIMESTRIELLE  
Directeur de la publication :  
Hubert Védrine  
Secrétaire de rédaction :  
Odile Grellat  
Maquette :  
Baylaucq & Co

*Le numéro a été préparé  
avec l'aimable concours de  
Jean-François Huchet, Joëlle Jaillette  
et Jean-François Mary*

Imprimerie centrale de Bordeaux  
Dépôt légal : mars 2005

Numéro de commission paritaire :  
0704 G 82038  
ISSN 1634-4510

## ADHÉSIONS 2005

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
.....  
.....  
Téléphone.....  
Courriel.....

Membre actif .....Adhésion 15 euros  
.....Abonnement (1 an / 4 n°) 10 euros  
Membre bienfaiteur .....Adhésion à partir de 40 euros  
.....Abonnement (1 an / 4 n°) 10 euros

Date

Signature

CE FORMULAIRE, REMPLI ET ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT (À L'ORDRE DE L'AIFM),  
EST À ADRESSER 10 RUE CHARLOT – 75003 PARIS. IL EST ÉGALEMENT, AINSI QUE TOUTES  
LES INFORMATIONS SUR L'AIFM, EN LIGNE SUR MITTERRAND.ORG